



Assemblée générale

Soixante-huitième session

95^e séance plénière

Mardi 26 juin 2014, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Ashe (Antigua-et-Barbuda)

En l'absence du Président, M. Tommo Monthe (Cameroun), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 119 de l'ordre du jour (suite)

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général (A/68/841)

Projet de résolution (A/68/L.50)

M. Husy (Suisse) : Depuis l'adoption de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, la structure, les moyens et les cibles d'Al-Qaida ont changé. Ainsi, Al-Qaida n'intervient plus sous l'autorité d'un commandement central; ce sont les groupes qui lui sont rattachés qui se livrent à des attaques criminelles aux niveaux régional et local, très souvent dans des contextes fragiles et dans des situations de conflit. Ces groupes sèment la peur et la terreur, en tuant et en mutilant, mais aussi en se livrant à des prises d'otages et en diffusant sur Internet des incitations à commettre des actes terroristes. Ils n'hésitent pas à s'en prendre aux catégories les plus vulnérables de la société, comme l'a montré l'enlèvement de jeunes écolières par le groupe Boko Haram au Nigéria, ainsi qu'à des lieux symboliques, comme le musée juif de Bruxelles. Nous sommes également préoccupés par les derniers développements en Iraq et au Pakistan. Il convient

de souligner que l'institution de l'ONU même n'a pas été épargnée par les attaques terroristes, tout comme le Comité international de la Croix-Rouge. La Suisse condamne fermement le terrorisme, quelles qu'en soient les formes ou les manifestations, et nos pensées vont aujourd'hui aux victimes de ces attaques ainsi qu'à leurs familles.

Nous devrions tous, en tant qu'États et membres d'organisations internationales et régionales, nous demander si nous sommes bien en mesure d'adapter nos réponses à ces nouveaux défis. Au cours des dernières semaines, les États Membres de l'ONU ont négocié le nouveau projet de résolution sur l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (A/68/L.50). Grâce à la médiation efficace de la délégation turque, nous avons pu parvenir à un consensus. Nous estimons que ce résultat est une étape importante pour permettre aux États Membres d'adapter leur réaction aux défis que présente aujourd'hui la lutte antiterroriste.

Il aurait été impossible d'y parvenir sans l'excellent rapport du Secrétaire général sur les activités menées par le système des Nations Unies pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (A/68/841). L'analyse effectuée ainsi que les observations et recommandations qui l'accompagnent font de ce rapport un outil précieux. Pour éviter que la menace terroriste ne prenne une longueur d'avance, la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506. Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

14-42863(F)



Document adapté

Merci de recycler



Suisse, à la tête de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), cette année, apporte sa contribution en faisant de la lutte antiterroriste l'une des grandes priorités de cette organisation. Fin avril, une conférence a été organisée à Interlaken sur ce thème dans le but de renforcer le rôle de l'OSCE face aux défis actuels en matière de terrorisme. Les résultats de cette conférence ont sans doute une importance également pour la lutte antiterroriste dans le contexte de l'ONU. Dans la version écrite de ma déclaration on trouvera un résumé des conclusions concernant les trois sujets à l'ordre du jour de cette conférence : premièrement, le financement du terrorisme, et en particulier les enlèvements contre rançon; deuxièmement, le respect des principes de légalité, de transparence et de responsabilisation; et, troisièmement, les combattants étrangers. Nous souhaitons concrétiser ces recommandations à l'occasion du Conseil ministériel de l'OSCE qui doit se tenir à Bâle en décembre.

La Suisse continuera donc de se mobiliser en faveur d'une mise en œuvre globale de la Stratégie mondiale, en ayant à cœur de démontrer que l'application de mesures efficaces de lutte contre le terrorisme et la protection des droits de l'homme ne sont pas des objectifs incompatibles mais complémentaires. Nous soutenons pleinement l'initiative du groupe des États qui a présenté de nouvelles propositions visant à renforcer la légitimité du régime de sanctions adopté conformément à la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité ainsi que les compétences du Médiateur du Comité du Conseil créé par cette résolution, et à favoriser la mise en place de procédures équitables et transparentes. La Suisse apportera son soutien à toutes les mesures destinées à améliorer la coordination, l'efficacité et la légitimité de la réponse du système des Nations Unies au terrorisme.

Nous tenons à évoquer un récent rapport du Global Center on Cooperative Security, qui a produit juste à temps pour l'examen de la Stratégie une autre excellente analyse sur les progrès et potentialités de la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. La Suisse et la Norvège ont apporté leur soutien cette analyse, et nous tenons à remercier les délégations qui ont fourni de précieuses propositions pour l'élaboration de ce rapport, dénommé *Blue Sky II*. Inspiré entre autres par ce rapport, j'aimerais maintenant, pour conclure, formuler des suggestions à l'intention de l'ONU et des États Membres.

Premièrement, à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Stratégie mondiale,

l'ONU pourrait, avec la participation des États Membres, élaborer un rapport sur la lutte mondiale contre le terrorisme évaluant les risques et les enjeux posés par le terrorisme, ainsi que la réactivité et les capacités de l'ONU et de ses États Membres à y faire face de manière appropriée. Ce rapport pourrait servir d'inspiration à l'ONU et à ses États Membres pour mettre au point des objectifs et des points de repère pour la lutte mondiale contre le terrorisme au cours des années à venir.

Deuxièmement, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme devrait établir un plan d'action sur deux ans en vue d'une mise en œuvre transparente et équilibrée de la Stratégie mondiale et de la réalisation des objectifs fixés.

Troisièmement, l'ONU et ses États Membres devraient coordonner leur action avec d'autres organisations et instances internationales, telles que le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, tout en mettant à profit leurs atouts comparatifs respectifs.

Quatrièmement, l'ONU et ses États Membres devraient davantage associer la société civile et le secteur privé à leur action visant à instaurer des conditions de nature à prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. Nous saluons la création du Fonds mondial pour la mobilisation et la résilience communautaires à Genève. Fonctionnant sur le mode d'un partenariat public-privé, il soutiendra des initiatives et des efforts visant à prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent dans les communautés à risque.

Cinquièmement, l'ONU et ses États Membres devraient continuer à mettre en œuvre de manière équilibrée les quatre piliers de la Stratégie mondiale et à concerter leurs efforts en les dirigeant sur les aspects préventifs de la lutte contre le terrorisme. À cette fin, le bureau de l'Équipe spéciale a organisé en juin 2013 à Genève, en partenariat avec la Suisse, une conférence des coordinateurs nationaux de la lutte antiterroriste en vue d'aborder les conditions favorisant la propagation du terrorisme. Nous tenons à féliciter le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé hier un dialogue interactif sur cette question précise.

M. Chulukhadze (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé (A/68/841) et à saluer les efforts multilatéraux déployés aux fins de la rédaction du projet de résolution A/68/L.50.

Nous nous associons pleinement à la déclaration prononcée par l'observatrice de l'Union européenne

(voir A/68/PV.94). Néanmoins, je souhaite faire une déclaration à titre national.

Le terrorisme est devenu l'une des plus graves menaces à la paix et à la sécurité internationales de notre époque. La Géorgie s'oppose à toute forme de terrorisme et reconnaît les dangers que pose la menace croissante du terrorisme international, en particulier sous ses formes nouvelles.

En application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et de ses quatre piliers, la Géorgie prend toutes les mesures nécessaires pour éliminer les conditions qui favorisent la propagation du terrorisme, prévenir et combattre le terrorisme et renforcer la capacité des États à combattre le terrorisme, tout en garantissant le plein respect des droits de l'homme et de l'état de droit.

En conséquence, pour lutter contre les menaces terroristes, la Géorgie coopère activement avec les organisations internationales et régionales compétentes. La Géorgie est un membre actif de la coalition antiterroriste mondiale et participe aux opérations de lutte contre le terrorisme, de maintien de la paix, de recherches et de secours et aux opérations humanitaires multinationales. Sa participation aux opérations multinationales de lutte contre le terrorisme lui permet de contribuer aux activités de la coalition antiterroriste. Dans le cadre des instruments universels, régionaux, sous-régionaux et bilatéraux et sur la base du principe de réciprocité, le Ministère géorgien de l'intérieur coopère étroitement avec ses homologues des pays partenaires pour lutter contre le terrorisme international.

Le renforcement des capacités des organismes chargés de l'application de la loi reste l'une des principales priorités du Gouvernement géorgien au quotidien. En 2013, le Ministère géorgien de l'intérieur a réorganisé son centre de lutte contre le terrorisme pour renforcer les capacités de l'État dans ce domaine, et il a créé des unités régionales supplémentaires pour améliorer l'efficacité de son action dans différentes parties du pays.

Grâce à toutes les mesures nécessaires prises par mon gouvernement ces dernières années, le territoire de la Géorgie, sur lequel les autorités géorgiennes exercent leur pleine juridiction et un contrôle efficace, n'est que rarement le théâtre de crimes liés au terrorisme. En revanche, les territoires géorgiens occupés par la Russie continuent de poser un grave problème à mon gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme. Ces

territoires, tels des trous noirs, peuvent servir de refuge à des groupes terroristes, radicaux et extrémistes qui pourraient déstabiliser la sécurité dans toute la région.

Le Gouvernement géorgien porte une attention particulière aux questions de sûreté radiologique. Notre objectif est d'empêcher que des matières radioactives ne traversent illégalement nos frontières. À ce jour, tous les grands axes routiers et autoroutiers sont équipés de systèmes de détection de matières radioactives.

Pour faciliter la gestion globale des risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC), le Gouvernement géorgien a élaboré une stratégie nationale de lutte contre les risques NRBC, qui a été adoptée en 2013. Son plan d'action sera bientôt achevé.

La Géorgie est partie à 13 conventions internationales de lutte contre le terrorisme, ainsi qu'à la Convention européenne pour la répression du terrorisme et au Protocole d'amendement y afférent. Les dispositions de ces conventions ont déjà été intégrées dans la législation géorgienne; de fait, tous les actes liés au terrorisme visés par lesdites conventions ont été érigés en infraction dans le Code pénal géorgien.

Le 25 mars 2013, la Géorgie a signé la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme. Elle sera bientôt ratifiée par le Parlement géorgien. Par ailleurs, nous envisageons également de ratifier les cinq instruments juridiques internationaux de lutte contre le terrorisme restants adoptés récemment par l'ONU.

Au niveau bilatéral, à ce jour, la Géorgie a conclu des accords internationaux avec 21 pays afin de renforcer la coopération en matière de lutte contre les crimes graves, notamment le terrorisme. En outre, nous sommes en train de proposer des accords similaires à d'autres pays partenaires. La promulgation par la Géorgie de la loi sur la lutte contre le terrorisme, le nouveau Code de procédure pénale et les amendements pertinents apportés au Code pénal ont établi un cadre juridique efficace pour la prévention et la répression du terrorisme.

En 2014, le Parlement géorgien a amendé le code pénal afin d'ériger en infraction certains actes de terrorisme et de durcir les sanctions contre les infractions liées au terrorisme. Ces amendements vont dans le sens des meilleures pratiques des Nations Unies et d'autres pratiques optimales au niveau international.

En mars 2014, le Gouvernement géorgien a approuvé la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui fournit des orientations stratégiques au processus de lutte contre le financement du terrorisme. La stratégie s'accompagne d'un plan d'action qui définit des mesures préventives, désigne les services chargés de leur mise en œuvre et fixe un calendrier précis pour la mise en œuvre des mesures spécifiques énoncées dans la stratégie.

Le Gouvernement géorgien demeure résolu à promouvoir l'institutionnalisation de la planification de la politique en matière de sécurité. En 2014, conformément aux derniers amendements constitutionnels, un conseil chargé de la sécurité de l'État et de la gestion des crises a été créé. C'est un organe consultatif pour le chef de l'exécutif, à savoir le Premier Ministre. Il est l'organisme national chargé d'élaborer les documents portant sur la doctrine de sécurité nationale et de faire le suivi du processus de mise en œuvre des mesures prescrites par les lois géorgiennes pertinentes.

Le conseil chargé de la sécurité de l'État et de la gestion des crises envisage d'élaborer, dans un proche avenir, une nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme et de rationaliser les documents conceptuels ayant trait à la lutte contre le terrorisme. À cette fin, il a l'intention de constituer des groupes de travail *ad hoc*. Toutes les parties prenantes concernées, y compris des représentants de la société civile, participeront à ce processus.

M. Wenaweser (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Le Liechtenstein condamne fermement tous les actes terroristes, où que ce soit, quels qu'en soient les auteurs et les raisons invoquées. Nous réaffirmons en outre notre volonté de contribuer dans toute la mesure possible à la lutte internationale contre le terrorisme sous tous ses aspects, notamment en coopérant avec les organes compétents de l'ONU et en appliquant la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Nous voudrions féliciter l'Ambassadeur Çevik, de la Turquie, et son équipe de nous avoir guidés habilement vers un consensus sur l'examen de la Stratégie. Nous sommes résolument convaincus que l'Assemblée générale doit continuer à jouer un rôle de premier plan dans la définition des activités menées par l'ONU pour lutter contre le terrorisme, aux côtés du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme.

Nous nous félicitons que cet examen biennal mette à nouveau clairement l'accent sur les victimes.

Nous espérons que le nouveau portail Web mis en place par les Nations Unies contribuera à aider les victimes du terrorisme. En outre, les victimes doivent avoir davantage voix au chapitre dans nos efforts. Elles sont en effet les mieux placées pour contrer les messages de violence destructeurs transmis par les terroristes.

Huit ans après l'adoption de la Stratégie, le nombre de morts, de blessés et l'ampleur des dégâts causés par le terrorisme continuent de croître. Tout dernièrement, nous avons appris qu'un enlèvement révoltant avait été perpétré au Consulat turc à Mossoul, en Iraq. Nos pensées sont avec les victimes et leurs familles, et nous espérons qu'elles seront libérées bientôt, saines et sauvées.

Le phénomène du terrorisme est en train d'évoluer rapidement aux niveaux local, régional et international. La communauté internationale doit agir avec plus de détermination pour lutter contre ce fléau. Nous notons avec satisfaction que les capacités ont été renforcées à différents niveaux au sein du système des Nations Unies afin d'aider les États Membres à cet égard. Toutefois, en fin de compte, c'est à nous les États, de nous engager pleinement à mettre en œuvre l'ensemble des quatre piliers de la Stratégie.

Notre plus grand défi demeure le pilier I, qui concerne les mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme. La plupart de ces conditions sont au cœur même des problèmes que l'Organisation est censée résoudre, que ce soit dans le contexte de la lutte contre le terrorisme ou autre, y compris les conflits non réglés, l'absence d'état de droit, les violations des droits de l'homme, la discrimination, l'exclusion et la marginalisation socioéconomique. Par conséquent, notre riposte au terrorisme mondial est de façon plus générale le miroir de l'état de l'ONU dans son ensemble. Si nous ne voulons pas nous contenter de lutter contre les symptômes du terrorisme, il faut un engagement véritable de tous les États Membres à coopérer pleinement avec tous les organes compétents des Nations Unies. Cela exige notamment de renforcer la coopération au sein du Conseil de sécurité, qui s'est montré incapable de prendre des mesures efficaces face à plusieurs conflits violents, en partie en raison de la menace ou de l'usage du droit de veto. Cela exige également d'agir avec plus d'urgence et de volonté afin de prendre des décisions courageuses à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme.

Le projet de résolution (A/68/L.50) sur l'examen de la Stratégie réaffirme que le terrorisme vise, entre

autres choses, l'annihilation des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la destruction de la démocratie. Les gouvernements qui participent activement à la lutte contre le terrorisme doivent s'assurer qu'ils ne contribuent pas sans le vouloir au même résultat. Des définitions trop larges du terrorisme au niveau national peuvent porter atteinte au droit à la liberté d'expression et d'association. De même, la surveillance, à l'échelle nationale et à l'étranger, peut porter atteinte au droit au respect de la vie privée. Les activités de maintien de l'ordre et les opérations militaires ont souvent du mal à trouver un juste milieu entre nécessité légitime de poursuivre les terroristes et risques inacceptables auxquels elles exposent les civils innocents. Par conséquent, les gouvernements doivent respecter scrupuleusement les principes de légalité, de nécessité et de proportionnalité dans leurs actions, principes qui constituent précisément le socle du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Il s'agit également d'une responsabilité importante pour l'ONU. Au fur et à mesure que nous nous dirigeons vers une assistance et un renforcement des capacités plus efficaces fournis aux États, en partie grâce aux efforts de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, ceux qui fournissent cette assistance doivent veiller à intégrer pleinement les droits de l'homme dans leurs activités.

L'importance de la dimension des droits de l'homme suppose également que l'ONU montre l'exemple dans les domaines où elle applique des mesures concrètes pour prévenir et combattre le terrorisme. À cet égard, nous nous félicitons des progrès accomplis par le Conseil de sécurité s'agissant d'améliorer l'équité et la clarté des procédures en place pour le régime des sanctions contre Al-Qaïda, notamment grâce au précieux travail de la Médiatrice, M^{me} Kimberly Prost. Étant donné l'expérience positive acquise dans ce contexte spécifique, le moment est venu pour le Conseil de perfectionner les procédures d'inscription sur les listes et de radiation de celles-ci pour ce qui est des autres régimes de sanctions.

M^{me} Mejía Vélez (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je tiens à exprimer notre condamnation de l'enlèvement de plusieurs membres du Consulat turc à Mossoul, en Iraq. Au nom du Gouvernement et du peuple colombiens, j'exprime toute ma sympathie aux otages, à leurs familles et aux autorités turques.

Malheureusement, des actes similaires qui se sont produits récemment au Nigéria et au Pakistan témoignent une fois de plus de la brutalité et de l'inhumanité de ceux qui ont recours au terrorisme. Leurs méthodes toujours plus cruelles attestent de leur mépris total de toutes les valeurs morales et humaines. La Colombie dénonce et condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, car il ne peut être justifié sous aucun prétexte.

La Colombie remercie l'Ambassadeur Halit Çevik, de la Turquie, et toute son équipe d'avoir dirigé ce processus d'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

La Colombie s'associe à la déclaration faite par le Costa Rica au nom des pays membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (voir A/68/PV.94) et se félicite de la présentation du rapport du Secrétaire général (A/68/841), qui décrit les progrès accomplis et les défis que nous devons relever en vue de la pleine application de la Stratégie.

Face à la diversité et à la complexité de cette activité criminelle qui ne connaît pas de frontières et qui a démontré qu'elle pouvait affecter des États et des sociétés très différents les uns des autres, nous devons prendre des mesures globales qui tiennent compte des transformations et de l'évolution de l'action terroriste.

Malheureusement, nombreux sont les actes de terrorisme qui montrent qu'il est contreproductif d'associer le terrorisme à quelques pays, régions, religions, cultures ou conditions sociales spécifiques que ce soit. Comme le Secrétaire général nous le rappelle dans son rapport (A/68/841), il n'existe aucune région du monde qui soit à l'abri du terrorisme, et la future trajectoire de cette menace reste imprévisible. La communauté internationale dispose, avec la Stratégie mondiale, d'un outil qui lui permet de prendre des mesures concrètes face à ce fléau, mais son succès dépend de la mise en œuvre intégrale et équilibrée de tous ses piliers.

Dans son rapport, le Secrétaire général appelle notre attention sur la nécessité de redoubler d'efforts dans la mise en œuvre du pilier 1 de la Stratégie, relatif aux conditions propices à la propagation du terrorisme. La Colombie estime nécessaire que nous répondions à cet appel et accélérions la mise en œuvre de ce pilier, en ne cessant de reconnaître qu'aucune de ces conditions ne saurait excuser ni justifier les actes de terrorisme.

Comme l'ont montré nos délibérations sur le projet de résolution (A/68/L.50) qui a émané du quatrième examen, un des principaux thèmes de débat a trait au versement de rançons pour enlèvements comme moyen de financement. Nous avons besoin de plus d'informations et d'analyses afin d'éviter des généralisations et des mesures qui ne correspondent pas aux spécificités de ce phénomène dans différentes régions du monde. Lorsque nous examinons cette question, nous ne devons pas oublier que les victimes d'enlèvements sont en danger de mort imminent et de suppression, temporaire au minimum, de leur liberté. Et la vie humaine et la liberté sont des valeurs et des droits internationalement reconnus qu'il faut respecter et protéger. C'est pourquoi, face au phénomène des enlèvements, l'État et la communauté internationale doivent adopter des mesures qui ne transforment pas en criminels la victime ou ses défenseurs.

La lutte contre le terrorisme doit se faire dans le plein respect des obligations inhérentes au droit international, y compris les instruments internationaux existants en matière de lutte contre le terrorisme, au droit international des droits de l'homme, au droit international humanitaire et au droit international des réfugiés. C'est une condition *sine qua non* pour que la lutte mondiale contre le terrorisme donne les résultats escomptés.

La Colombie considère, comme beaucoup de ceux qui m'ont précédée l'ont dit, que l'attention aux droits des victimes du terrorisme est un pilier fondamental de la défense et de la promotion des droits de l'homme. Il faut écouter les victimes du terrorisme, et les États doivent avoir des mécanismes chargés de protéger et de promouvoir leurs droits et la reconnaissance de ces droits. Je suis convaincue que le lancement du portail des Nations Unies en faveur des victimes du terrorisme permettra de faire des progrès s'agissant de la visibilité et de l'accompagnement que celles-ci réclament.

La lutte contre le terrorisme ne sera pas entièrement couronnée de succès en l'absence d'une convention générale sur le terrorisme international. Il nous a fallu, certes, de nombreuses années pour l'adopter, mais la gravité croissante du terrorisme international nous contraint à prendre des décisions définitives, quelque difficiles qu'elles soient.

Le renforcement des institutions et des capacités nationales, la génération et la diffusion de connaissances spécialisées, le partage des expériences et des bonnes pratiques et la présence de mécanismes

efficaces d'échange de l'information sont quelques-uns des domaines où nous devons intensifier la coopération internationale, compte tenu du fait que la responsabilité primordiale de la mise en œuvre de la Stratégie incombe aux États.

Dans ce contexte, de concert avec l'ONU, la Colombie a organisé à Bogota (Colombie) la Conférence internationale sur les stratégies nationales et régionales de lutte contre le terrorisme. Au cours de cette conférence, des progrès ont été réalisés dans le débat sur la mise au point et l'application de ces stratégies et sur leur complémentarité avec la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, l'objectif étant de mieux définir les activités menées à tous les niveaux et d'améliorer leur cohérence. Ainsi, et comme le montre notre attachement au régime juridique de l'ONU contre le terrorisme, le 31 septembre dernier nous avons déposé l'instrument de ratification de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection.

La lutte contre le terrorisme ne sera pas totalement réussie en l'absence d'une convention générale sur le terrorisme international. Il a fallu des années de discussion pour adopter une telle convention, et la gravité du terrorisme a été une question critique pour nous tous. Comme je l'ai dit, je pense qu'il est important que nous poursuivions cet effort et que nous nous concentrions sur sa réalisation. Sur la base d'un engagement ferme et d'une volonté politique que les outils soient utilisés et les normes appliquées, tous les États, avec la coopération technique des organismes internationaux dans le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme, doivent développer et renforcer la législation nationale et créer les institutions nécessaires afin de fournir des informations et renseignements financiers, et mettre en place des mécanismes efficaces d'échange d'informations financières. Il est crucial que nous disposions de cadres efficaces de coopération internationale qui privent les terroristes de leurs sources de financement et de l'infrastructure économique qui leur permet d'opérer et de mener leurs actions.

Une des grandes préoccupations de la Colombie est le détournement d'armes vers des acteurs non étatiques et ses répercussions négatives sur la lutte mondiale contre le terrorisme. Les armes issues du commerce et du transfert illicites ont non seulement des effets négatifs sur les droits de l'homme de la population, mais aggravent également les conflits, menacent la stabilité et la sécurité des États et sont étroitement liées

au terrorisme. À cet égard, le Traité sur le commerce des armes représente un progrès majeur. Sa rapide entrée en vigueur et sa pleine mise en œuvre nous aideront à mener nos activités de prévention et d'élimination du terrorisme.

Le dialogue, la coopération et les efforts concertés sont la base indispensable à une coexistence civilisée débarrassée du fléau du terrorisme.

M. Hilale (Maroc) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter pour la présidence de nos travaux à l'occasion de cette quatrième réunion d'examen de la Stratégie mondiale antiterroriste des Nations Unies pour faire face au fléau du terrorisme. Je voudrais également remercier S.E l'Ambassadeur Halit Çevik, Représentant permanent de la Turquie, pour ses efforts et son professionnalisme visant à faciliter les consultations sur le document qui sanctionnera les travaux de notre réunion d'examen (A/68/L.50) de la Stratégie mondiale antiterroriste des Nations Unies.

Je tiens à condamner à cette occasion dans les termes les plus fermes l'enlèvement du Consul général de Turquie à Mossoul en Iraq.

Le terrorisme frappe aveuglément dans plusieurs régions du monde et sans distinction aucune, comme ce fut le cas plus récemment au Nigéria et au Pakistan. En cette douloureuse occasion, je présente au nom de mon pays nos condoléances aux familles des victimes et aux gouvernements nigérian et pakistanais.

Le Royaume du Maroc tient à réitérer sa condamnation ferme du terrorisme sous toutes ses formes, en soulignant que rien ne peut justifier un acte terroriste. Le terrorisme ne doit être associé à aucune religion, à aucune nationalité, à aucune civilisation, ni à aucun groupe ethnique.

Ma délégation tient à remercier le Secrétaire général pour l'élaboration de son rapport (A/68/841). Dans ce rapport, il nous a fait part de son appréciation, de sa vision et de ses recommandations qui méritent toute notre attention et interpellent les commentaires de ma délégation.

Elle saisit cette occasion pour se féliciter du lancement hier du portail Web d'appui aux victimes du terrorisme, qui sera un outil utile de sensibilisation aux besoins des victimes et de dissuasion pour prévenir les actes terroristes. L'adoption de la Stratégie en septembre 2006 a été un tournant significatif dans l'orientation des efforts de la communauté internationale

dans la lutte contre le terrorisme. Elle a reconnu l'importance de la conjugaison des efforts sur la base d'un plan d'action axé sur quatre piliers.

Le terrorisme a été exacerbé par plusieurs facteurs, dont entre autres, son lien avec les activités de trafic transfrontière de drogue, d'armes et d'êtres humains. Les réseaux terroristes ont trouvé dans ces activités illicites de trafic une source de financement de leurs activités de perturbation de la quiétude des citoyens et de déstabilisation des États, ce qui nécessite des actions aux niveaux national, sous-régional, régional et international.

Au niveau national, le Maroc a tout d'abord veillé à consolider son arsenal juridique et son code pénal, en amendant les lois existantes et en édictant d'autres pour tenir compte de ce nouveau fléau. Ainsi, il a adopté une stratégie globale et proactive, intégrant un volet répressif à travers la mobilisation des services de sécurité et de justice, mais également préventif par l'adoption de réformes politiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives et religieuses.

C'est dans cette perspective que le Royaume du Maroc continue de renforcer son arsenal juridique et son dispositif institutionnel et opérationnel, en vue de lutter efficacement contre la menace terroriste. L'expérience acquise par le Maroc dans le domaine de la lutte contre le terrorisme a démontré que l'adhésion des citoyens aux mesures prises par les autorités publiques et leur rejet total de l'extrémisme et de la violence comme moyen d'atteindre des objectifs politiques sont des éléments fondamentaux dans la réussite de toute stratégie de lutte contre le terrorisme. Notre engagement ferme à poursuivre des réformes démocratiques, avec le développement humain comme pilier central, et notre attachement aux principes de tolérance, de dialogue et de respect des droits de l'homme ont permis au Maroc de se doter d'une réponse adéquate face à l'extrémisme violent.

Le Maroc reste convaincu que les efforts nationaux ne suffisent pas à eux seules à faire face à l'évolution mondiale du terrorisme. En effet, les groupes terroristes continuent d'adapter leur *modus operandi* en adoptant désormais un ordre du jour plus régional, de nouer des liens encore plus étroits avec les réseaux de la criminalité transnationale organisée et d'exploiter de manière malveillante et plus intensive les technologies de l'information et des communications.

Le Maroc considère que le terrorisme est un phénomène global, qui nécessite une réponse globale et mondiale, couplée et soutenue par une coopération très poussée à l'échelle sous-régionale et régionale. Partant, ma délégation accueille avec satisfaction l'affirmation par le Secrétaire général que des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie, et que des pays se sont engagés à en assister d'autres dans leur lutte antiterroriste, que ce soit dans un cadre bilatéral ou multilatéral.

Nous nous félicitons, en outre, des efforts déployés par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, notamment l'élaboration d'une matrice de projets pour apporter l'assistance nécessaire et la formation adéquate aux ressources humaines dans le cadre de la coopération avec les États Membres. C'est un outil pratique auquel il faut assurer les ressources financières adéquates, prévisibles et suffisantes. Mon pays est prêt à souscrire aux efforts déployés par l'Équipe spéciale pour faire aboutir cette nouvelle orientation. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme servira de soutien pour la mise en œuvre de la Stratégie et pour la consolidation des activités de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme. À cette occasion nous nous félicitons du soutien qu'apporte le Royaume d'Arabie saoudite à ce centre. Le Maroc se félicite également de sa coopération fructueuse avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

Le Secrétaire général a signalé dans son rapport que des factions de la nébuleuse Al-Qaida, qui aspirent à former un État qui s'étend de l'Atlantique au Nil, et d'autres factions qui s'activent en Afrique de l'Ouest, impliquées dans la déstabilisation du Mali, se sont ralliées à Al-Qaida au Maghreb islamique. Ce constat est source d'inquiétude pour mon pays et pour toute la région du Sahel et du Maghreb. Cette tendance de plus en plus marquée dans l'espace sahélo-maghrébin, auquel le Maroc appartient, a permis aux réseaux terroristes d'acquérir des moyens financiers et technologiques qui renforcent leur marge de manœuvre, au point de menacer la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale des États de la région.

D'où la nécessité et également l'impératif de redoubler d'efforts de coordination et d'échange d'informations entre les pays du Sahel et du Maghreb pour lutter ensemble et efficacement contre les activités de déstabilisation des terroristes. La lutte contre ce fléau dans sa nouvelle configuration requiert l'adhésion sincère de tous les États de la région à ce

combat planétaire. Nous devons continuer à faire preuve de vigilance et à accorder davantage d'attention à cette question, et exploiter toutes les possibilités de coordination et de concertation pour lutter contre le terrorisme dans cette région.

C'est dans cette perspective que le Maroc a organisé à Rabat, en octobre 2012, dans le cadre du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, l'atelier international sur les défis de la sécurité transnationale dans l'Atlantique sud. De plus, il a abrité, en novembre 2013, la deuxième Conférence ministérielle régionale sur la sécurité des frontières entre les pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb. Ladite conférence a été sanctionnée par l'adoption de la Déclaration de Rabat, dont les recommandations visent à réaliser la sécurité des frontières dans les pays de l'Afrique du Nord et dans l'espace sahélo-saharien, sur la base d'une démarche intégrée et globale qui tient compte des dimensions politique, opérationnelle et développementale.

Dans la même logique, le Royaume du Maroc considère que la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel est d'une grande pertinence pour répondre aux multiples défis qu'affronte le Sahel. En effet, c'est dans cette perspective d'avoir une réponse coordonnée aux multiples fléaux, qui guettent cette zone de l'Afrique, que le Maroc a participé activement à la première réunion ministérielle, tenue à Bamako le 5 novembre dernier, pour l'établissement d'une plateforme de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, et à laquelle mon pays apporte son plein soutien.

Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, on constate, depuis la dernière réunion d'examen, une exploitation malveillante d'Internet et des réseaux sociaux par les terroristes, qui s'en servent pour la glorification du terrorisme, le recrutement, l'incitation et la promotion de la radicalisation, ce qui est de nature à compromettre les efforts internationaux de lutte contre le terrorisme. Partant, une attention particulière doit être accordée à ce nouveau défi.

En outre, les terroristes guettent les foyers de tensions et de fragilité de l'État et des institutions pour s'y installer, semer la terreur, proliférer et se propager, et *in fine* déstabiliser des États et des régions.

À ce sujet, il y a lieu de signaler que le Royaume du Maroc a organisé, les 14 et 15 mai à Marrakech, la première réunion d'experts sur les combattants

terroristes étrangers, dans le cadre de son initiative conjointe avec les Pays-Bas au sein du Forum mondial de lutte contre le terrorisme. L'objectif est de faire face à cette nouvelle donne en focalisant l'attention sur les dimensions police, contrôle aux frontières, justice et échange d'informations. De même, le Maroc s'est associé au Plan d'action de Bruxelles pour la mise sur pied d'une stratégie pour lutter contre le déplacement des combattants terroristes étrangers en Syrie.

En outre, le Royaume du Maroc, attaché à la protection de l'espace religieux et culturel, à la consolidation des valeurs de tolérance et de modération prescrites par l'islam, rejette l'extrémisme et la politisation tendancieuse de la religion. Ainsi, pour répondre à la propagation de l'extrémisme aveugle et barrer la route aux chantres du radicalisme, du terrorisme, de la dissension, du démembrement et des doctrines mystificatrices, le Royaume du Maroc a entamé, depuis novembre 2013, une coopération religieuse avec les pays africains. Il s'agit de former des imams africains et de leur enseigner les préceptes et les valeurs d'un islam modéré, prônant le juste milieu, la modération, la tolérance, la coexistence et l'acceptation de l'autre. Cette coopération a déjà concerné 500 imams au Mali, 500 autres en Guinée et également 500 en Côte d'Ivoire. L'objectif est d'aider les pays africains à développer leurs potentialités et à disséminer les valeurs de tolérance, de coexistence, de concorde et de cohésion entre les différentes composantes d'une société, ainsi que la coexistence entre les différentes religions. Les imams formés formeront à leur tour d'autres imams dans leurs pays.

Je terminerai en réaffirmant que le Maroc est disposé à partager son expérience et, surtout, à offrir sa coopération pour la formation des imams d'autres pays de la région. Cette action de coopération s'inscrit dans notre conviction que le terrorisme ne peut être vaincu que par la coopération et la conjugaison des efforts des uns et des autres.

M. Rishchynski (Canada) : Avant de commencer mon intervention, j'aimerais souligner la solidarité du peuple et du Gouvernement canadiens avec le peuple et le Gouvernement turcs pour la situation qu'ils vivent concernant leurs citoyens à Mossoul, en Iraq.

(l'orateur poursuit en anglais)

L'enlèvement – et, soyons clairs, c'est bel et bien de cela qu'il s'agit – de 49 représentants diplomatiques et membres de leurs familles, y compris des enfants,

ainsi que de 39 autres ressortissants turcs, est un acte répréhensible qui mérite d'être condamné par les 193 États Membres de l'ONU. Nous demandons la libération immédiate et le retour, saines et sauves, des personnes retenues en captivité.

Nous sommes réunis ici cet après-midi pour réaffirmer notre attachement collectif à la lutte multilatérale contre le terrorisme. Le Canada continue de croire en la valeur et l'importance de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous continuons de participer activement aux efforts déployés par l'ONU pour combattre le terrorisme, un ennemi commun auxquels nous sommes tous confrontés. Aucun État représenté dans cette salle n'est à l'abri du terrorisme.

La Stratégie a évolué et considérablement progressé au cours des sept ou huit dernières années. Nous saluons le rôle mobilisateur joué par les pays ayant agi comme facilitateurs, hier et aujourd'hui – nos partenaires que sont le Guatemala, le Bangladesh et la Turquie, le facilitateur actuel – et nous les remercions pour le dynamisme avec lequel ils ont renforcé le mandat de la Stratégie, qui a été améliorée depuis les premiers efforts de facilitation en 2008. Le Canada a été heureux d'être facilitateur en 2012. Nous savons par expérience qu'il s'agit d'un rôle très difficile et exigeant, qui demande de mener habilement des négociations délicates. C'est inévitable, mais pour obtenir des résultats fructueux, nous devons continuer d'aller de l'avant et élargir le socle et la portée de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Je saisis cette occasion pour féliciter et remercier le Gouvernement turc et sa mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies d'avoir adroitement conduit l'examen de 2014.

Nous avons fait des progrès pour mieux coordonner la lutte contre le terrorisme ici, à l'ONU, et nous en avons également accomplis dans diverses instances régionales et autres entités multilatérales, y compris l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme. Au Canada, nous estimons toutefois que nous ne devons pas relâcher nos efforts et qu'au contraire nous devons les intensifier pour nous attaquer à ce phénomène partout où nous y sommes confrontés. Nous devons donner la priorité à une meilleure cohérence et à une plus grande coordination, éviter les chevauchements et mettre l'accent sur les moyens de travailler plus efficacement ensemble, dans nos régions et au niveau multilatéral, pour combattre le terrorisme. Je tiens à féliciter une

nouvelle fois le facilitateur actuel et tous ceux qui ont participé à la rédaction du projet de résolution à l'examen aujourd'hui (A/68/L.50). Nous saluons leur travail et comptons bien continuer de coopérer avec le système des Nations Unies pour que la lutte contre le terrorisme puisse être remportée.

M. Mesa-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Pour commencer, je voudrais faire part de la solidarité du Gouvernement péruvien avec le peuple et le Gouvernement turcs suite aux actes terroristes dont ils ont été la cible sur le territoire iraquien.

La délégation péruvienne s'associe à la déclaration faite par la représentante du Costa Rica au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le Pérou attache une très grande importance à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Elle est pour nous concrètement nécessaire étant donné que, pendant plus de deux décennies, notre pays a souffert de la violence déclenchée par deux groupes terroristes qui ont causé d'énormes souffrances humaines et dégâts matériels.

Le Pérou a combattu le terrorisme en appliquant une politique d'élimination de la violence et de renforcement du sens civique et de la sécurité des citoyens, la politique VII de l'Accord national (Acuerdo Nacional). Cette politique nous engage à renforcer l'ordre public, à promouvoir une culture civique de respect des lois et des règles de vie commune, et à sensibiliser les citoyens aux violences dans un contexte de stabilité sociale. Cette politique se situe dans la ligne des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, puisque premièrement, nous prenons des mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme; deuxièmement, nous prévenons et combattons le terrorisme; troisièmement, conformément au pilier III, nous étoffons les moyens dont nous disposons pour lutter contre le terrorisme; et, quatrièmement, nous garantissons le respect des droits de l'homme et la primauté du droit dans la lutte contre ce fléau. Ce faisant, le Pérou est solidaire des victimes du terrorisme, et je tiens à signaler le travail réalisé au niveau national par la commission multisectorielle de haut niveau concernant les victimes de terrorisme en matière de réparations et de réconciliation nationale. Régulièrement, des programmes en faveur des victimes sont lancés afin que leurs droits soient reconnus, ainsi que des programmes proposant des bourses d'étude, des formations et des soins de santé mentale. L'État mène

des programmes de réparations collectives comprenant l'assainissement au niveau local, la remise en état des infrastructures, l'aide à la réinstallation et l'accès au logement. Il a également mis en place des programmes de réparations symboliques et économiques pour les victimes souffrant de handicaps physiques ou mentaux permanents, y compris les victimes de la violence sexuelle, et leurs proches.

Par ailleurs, tirant parti des nouvelles technologies de l'information dans un contexte mondial propice à la création de réseaux transnationaux, certains résidus terroristes cherchent à relancer leurs activités. Il s'agit d'une nouvelle manifestation d'un phénomène qui dépasse les frontières et, à cet égard, le Pérou considère que la lutte contre le terrorisme exige une coopération internationale résolue et dynamique aux niveaux bilatéral, régional et mondial. Dans cet ordre d'idées, depuis la première Conférence spécialisée interaméricaine sur le terrorisme, tenue à Lima en 1996, le Pérou encourage une action collective dans les instances multilatérales, en particulier à l'Organisation des États américains. Nous sommes parties à 17 instruments internationaux de lutte contre le terrorisme et avons appuyé les résolutions adoptées par l'Assemblée générale concernant la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, l'état de droit aux niveaux national et international, et les moyens de lutter contre le terrorisme.

Nous accordons une importance prioritaire à la lutte contre le financement du terrorisme, par l'intermédiaire du service de renseignement financier péruvien. Nous tenons à souligner que, sur cette question précise, le Pérou a eu accès à la coopération internationale facilitée par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, avec laquelle nous avons sondé de nouvelles possibilités de coopération. La vision du Pérou dans ce domaine a pour but principal de faciliter la coopération avec des pays de notre région dans lesquels des groupuscules rappelant le terrorisme dont le Pérou a souffert sont présents. Cette vision est conforme au pilier I de la Stratégie mondiale, qui vise précisément à éliminer les conditions propices à la propagation de ce phénomène.

Depuis la défaite du terrorisme au Pérou, un groupe très réduit de personnes tente de désinformer l'opinion publique, en agissant dans le cadre d'organisations fictives qui prétendent bénéficier d'une représentativité et d'un poids politique qu'elles n'ont pas. Elles cherchent à obtenir une amnistie générale

pour les terroristes qui ont été condamnés par la justice péruvienne, dans le plein respect des droits de l'homme et de la procédure régulière, sans pour autant renoncer à leur idéologie, celle du mouvement terroriste du Sentier lumineux (Sendero Luminoso) qui, en fin de compte, continue de justifier les crimes graves contre les droits de l'homme et l'humanité qu'ils ont commis pendant plus de 20 ans.

La nouvelle stratégie de ces groupes liés au terrorisme, qui se servent des droits à la liberté d'association et d'expression, est adoptée par des organisations terroristes dans le monde entier. Nous nous félicitons donc que, dans sa résolution 2129 (2013), le Conseil de sécurité considère que les États doivent empêcher les terroristes d'utiliser à des fins illégales les organisations non gouvernementales, les organisations à but non lucratif et les organisations caritatives. Nous pensons qu'il est très important que cet aspect soit reflété dans le quatrième examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Dans cette logique, et grâce aux preuves obtenues par les capacités déployées en matière de renseignement financier, la Police nationale péruvienne, en coordination avec le ministère public, le Bureau du Procureur, et dans le strict respect des droits de l'homme et de la légalité, a arrêté ces dernières semaines plusieurs membres d'une organisation-écran du terrorisme qui font actuellement l'objet d'une enquête judiciaire.

Pour conclure, je tiens à souligner que la Stratégie antiterroriste mondiale doit, tout en préservant l'équilibre entre ses quatre piliers, montrer que la communauté internationale est capable de lutter collectivement contre les problèmes que pose le fléau du terrorisme dans ses diverses manifestations, dont un grand nombre sont de nature transnationale. L'efficacité de la Stratégie est directement liée à la capacité d'agir au niveau multilatéral, sur la base du droit international, afin d'éliminer promptement les conditions propices à la propagation du terrorisme.

M. Wang Min (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général de son rapport (A/68/841) et des informations qu'il contient. Je saisis également cette occasion pour exprimer mes remerciements au facilitateur, le Représentant permanent de la Turquie, pour son travail.

La Chine condamne fermement l'enlèvement récent qui s'est produit à Mossoul, en Iraq. Des missions diplomatiques ont été attaquées et des diplomates

enlevés. Nous demandons que les otages soient libérés sur-le-champ.

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies est un document de consensus extrêmement important pour les États Membres dans le domaine de la lutte antiterroriste. Ces dernières années, la communauté internationale a déployé des efforts considérables pour lutter contre le terrorisme, et elle a obtenu d'importants résultats. Toutefois, le terrorisme continue de poser une très grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Par ailleurs, de nouveaux moyens de commettre des actes de terrorisme sont apparus. S'agissant de la manière dont il convient de mettre en œuvre la Stratégie, je souhaite faire les observations suivantes.

Premièrement, nous devons observer une politique de tolérance zéro à l'égard du terrorisme. Le terrorisme est l'ennemi de l'humanité. Tout acte terroriste, quels qu'en soient les objectifs, les motivations, les auteurs, et quels que soient l'endroit et le moment où il est commis, est un crime grave qui ne peut jamais être justifié. La communauté internationale doit prendre clairement position contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Aucun pays ne doit user de deux poids, deux mesures à cet égard, en changeant de position en fonction de ses intérêts ou en ayant recours à des manœuvres politiques pour abriter des terroristes ou s'en faire le complice.

Deuxièmement, les organisations terroristes et les terroristes profitent des technologies de l'information et des communications, notamment Internet, pour recruter des individus et encourager, financer ou planifier des attaques terroristes. La communauté internationale doit prendre dûment conscience de cette nouvelle tendance. La résolution 2129 (2013) et les résolutions adoptées ultérieurement par l'ONU ont énoncé des exigences claires à cet égard. Les États doivent appliquer pleinement ces résolutions, améliorer l'échange d'informations et renforcer la coopération.

Troisièmement, la lutte contre le terrorisme doit être menée dans le respect de la Charte des Nations Unies, des buts et principes qui y figurent et sur la base des autres normes reconnues qui régissent les relations internationales. Il faut respecter l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale des pays. Nous devons promouvoir le dialogue, la compréhension et les échanges entre les différentes civilisations et religions et ne jamais associer le terrorisme à une région, un pays ou une religion en particulier.

Quatrièmement, nous devons suivre une démarche globale pour lutter à la fois contre les causes profondes et les manifestations du terrorisme. Nous devons réduire les écarts de revenus au sein de la société, lutter contre l'injustice sociale, gérer correctement les conflits régionaux, lutter contre le séparatisme et l'extrémisme et empêcher la propagation de la haine et de l'intolérance. Tous ces éléments sont extrêmement importants pour combattre le terrorisme au niveau international. La communauté internationale doit s'attaquer aux causes profondes du terrorisme et appliquer la Stratégie mondiale de manière globale et équilibrée.

Cinquièmement, l'ONU doit jouer un rôle plus important. Elle doit plaider pour une définition très claire de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas. Nous devons promouvoir le consensus et renforcer la coopération dans les domaines de la lutte antiterroriste et du renforcement des capacités. Nous appuyons les efforts de l'Assemblée générale et des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, sur la base de leurs mandats respectifs, en vue de renforcer la coopération et la coordination et de participer activement à la mise en œuvre de la Stratégie mondiale.

La Chine est victime du terrorisme. L'organisation terroriste du Turkestan oriental, avec à sa tête le Mouvement islamique du Turkestan oriental, constitue la plus grave menace à la sécurité nationale à laquelle est confrontée le Gouvernement chinois. Nous continuerons de lutter résolument et fermement contre le terrorisme. Nous avons la détermination, la confiance et les capacités nécessaires pour empêcher la propagation du terrorisme. Quels que soient leurs objectifs et leurs motivations, ces terroristes ne réussiront jamais.

La Chine continuera de mettre en œuvre la Stratégie mondiale avec volontarisme. Nous participerons activement aux initiatives internationales de coopération entreprises dans le cadre de l'ONU. Nous sommes disposés à collaborer avec les pays intéressés afin d'échanger des informations dans les domaines législatif et de l'application des lois, du renseignement, et pour ce qui est d'extrader ou de rapatrier les personnes soupçonnées de terrorisme. Nous devons déployer des efforts communs pour lutter contre le fléau mondial du terrorisme.

M^{me} Paik Ji-ah (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier sincèrement le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette série de séances importantes pour évaluer les progrès accomplis

dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies depuis son troisième examen, qui s'est déroulé en 2012.

Je tiens également à féliciter l'Ambassadeur Halit Çevik de la compétence avec laquelle il a dirigé le processus d'examen, notamment en vue de rédiger le projet de résolution dont nous sommes saisis (A/68/L.50).

Nous tenons tout d'abord à exprimer notre solidarité avec le Gouvernement et le peuple turcs après les attentats terroristes commis récemment en Iraq par l'État islamique d'Iraq et du Levant. Nous condamnons vigoureusement tous les actes de terrorisme et soulignons que tous les otages doivent être immédiatement relâchés sains et saufs.

Comme le note le Secrétaire général dans son rapport (A/68/841), le terrorisme est le fruit de la déficience des structures de gouvernance, de la discrimination, de l'exclusion politique et du développement inéquitable. Comme nous le disons souvent, un problème complexe appelle une approche globale. À cet égard, ma délégation convient avec le Secrétaire général que le moyen le plus efficace de lutter contre le terrorisme est de réaliser les principaux objectifs de l'ONU, soit le renforcement de la paix et de la sécurité, la promotion du développement humain, le respect des droits de l'homme et de la primauté du droit et la mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie.

À cette fin, il est essentiel d'instaurer une coordination et une coopération efficaces dans le cadre du processus en vigueur. Nous appuyons donc l'approche en trois volets de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme en vue de renforcer la coopération et la cohérence de l'action contre le terrorisme au sein du système des Nations Unies. Il faut prendre des mesures efficaces pour éliminer les composantes clefs du terrorisme, à savoir les terroristes, les armes, le financement et les réseaux.

Premièrement, il faut déployer toute une série d'efforts pour éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme. Il faut en particulier investir dans la jeunesse, dans l'éducation et dans les droits de l'homme. La République de Corée appuie donc énergiquement l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout et le plan d'action « Les droits avant tout » du Secrétaire général. De son côté, la République de Corée a multiplié par deux son aide publique au développement depuis 2007, notamment dans les domaines de la

réduction de la pauvreté, du développement des ressources humaines et du développement durable.

Deuxièmement, une autre tâche importante consiste à prévenir la circulation illicite d'armes et le financement du terrorisme. Par conséquent, la République de Corée se réjouit à la perspective du rôle de premier plan que jouera le Traité sur le commerce des armes à cet égard. Nous envisageons également de présenter, conjointement avec l'Australie, un projet de résolution biennal sur la lutte contre les activités de courtage illicites, au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale. Il est également crucial que toutes les recommandations pertinentes du Groupe d'action financière soient pleinement mises en œuvre.

Troisièmement, il faut des efforts concertés au niveau transnational pour protéger les frontières poreuses et démanteler les réseaux terroristes régionaux et mondiaux. En particulier, la promotion et l'institutionnalisation de la coopération au niveau opérationnel et des services du renseignement entre les pays d'une même région jouent un rôle crucial dans la lutte contre le terrorisme.

En tant que Président du Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1540 (2004), la République de Corée estime qu'empêcher que des armes de destruction massive ne tombent entre les mains des terroristes devrait faire partie intégrante de notre stratégie collective de lutte contre le terrorisme. Le débat public de haut niveau du Conseil de sécurité (voir S/PV.7169), tenu le 7 mai et la déclaration du Président (S/PRST/2014/7) adoptée à cette occasion ont donné l'impulsion nécessaire pour renforcer les efforts internationaux dans ce domaine. Nous continuerons à faire fond sur les propositions constructives des États Membres pour contribuer à l'élaboration d'une stratégie globale en vue de la mise en œuvre intégrale de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité.

La République de Corée, qui a accueilli la Conférence sur le cyberspace à Séoul l'an dernier, a déployé des efforts soutenus pour lutter efficacement contre les nouvelles menaces découlant de l'utilisation malveillante des technologies de l'information et des communications. Les terroristes tirent parti des progrès réalisés en matière de connectivité pour apprendre à fabriquer des bombes, recruter de nouveaux membres et mener des guerres de propagande par Internet. Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire qui s'est tenue à La Haye en mars dernier, la République de Corée a proposé que des efforts conjoints soient menés pour lutter contre

la nouvelle menace que représente le cyber-terrorisme pour les installations nucléaires.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme pour élaborer un projet qui permettra de renforcer la cybersécurité des pays en développement afin de pouvoir lutter contre le cyber terrorisme, le cas échéant. Nous nous réjouissons à la perspective de coopérer avec les États Membres intéressés dans ce domaine.

Comme le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, l'a souligné, le terrorisme n'a pas de nationalité et ne connaît pas de frontières. Notre riposte doit également tenir compte du caractère changeant et omniprésent du terrorisme. La République de Corée continuera à faire sa part pour promouvoir la pleine application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

M. Lerena (Argentine) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport très complet (A/68/841) sur les progrès accomplis dans l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme d'avoir organisé cette manifestation et pour ses efforts inlassables pour renforcer la coopération entre les États Membres, et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme pour le dialogue constructif qu'elle mène avec mon pays, surtout après la visite d'évaluation effectuée en Argentine en novembre 2012.

Conformément aux décisions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité et aux engagements pris dans ce contexte, l'Argentine condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Les actes de terrorisme ne constituent pas seulement une menace pour la paix et la sécurité internationales, mais ils représentent aussi une menace pour la vie humaine, ainsi que pour la stabilité, la consolidation de la démocratie et le développement socioéconomique des pays.

La République argentine a été victime du terrorisme international à deux reprises, en 1992 et en 1994. Dans quelques jours, le 18 juillet, cela fera 20 ans que le deuxième attentat, qui a pris pour cible le siège de l'Association mutuelle israélite argentine, a été perpétré. Voilà pourquoi notre pays a été l'un des premiers à dire combien il était nécessaire que la communauté internationale formule des définitions claires afin de jeter les bases d'une politique de coopération et de coordination en matière de lutte contre le terrorisme.

Les événements déplorables du 11 septembre 2001 ont non seulement porté atteinte aux valeurs et aux principes chers aux États – la démocratie et la liberté – mais ont également permis de prendre conscience du fait que la lutte contre le terrorisme exige une démarche multidimensionnelle et intégrée afin d'agir sur la base de la coopération la plus large possible pour s'attaquer à cette menace sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

L'Argentine estime que les instances multilatérales, notamment l'ONU, le Secrétariat, l'Équipe spéciale, le Conseil de sécurité, le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive, ainsi que les organisations régionales et sous-régionales, sont les cadres les plus indiqués pour coordonner les efforts indispensables de collaboration et de coopération entre les États en vue de la prévention et de l'élimination du terrorisme. Par conséquent, même si nous appuyons les initiatives émanant d'autres instances multilatérales chargées de la lutte contre le terrorisme, nous ne le faisons que dans la mesure où leurs actions et les principes qui en découlent contribuent au renforcement de ceux qui guident l'action de l'ONU en tant que centre de la gouvernance mondiale, basée sur un véritable multilatéralisme. Nous devons faire en sorte que tous les acteurs de la lutte contre le terrorisme coordonnent efficacement leurs activités, non dans un esprit de concurrence, mais de respect mutuel et de coopération, et en tenant compte de leurs capacités respectives.

L'action que mène l'Argentine pour prévenir et éliminer le terrorisme repose sur le plein respect de l'état de droit, des droits fondamentaux garantis par les différentes branches du droit international et des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Ayant souffert du terrorisme d'État, l'Argentine est devenue un acteur très actif dans la promotion des droits de l'homme. En effet, l'idée que les violations des droits de l'homme peuvent être tolérées dans certaines circonstances n'est pas acceptable.

Dans la mesure où les efforts visant à lutter contre le terrorisme se fondent sur un processus de justice pénale efficace qui respecte les principes de l'état de droit et les droits de l'homme, en garantissant l'administration de la justice et la protection des droits des accusés, il sera possible de mener une action pacifique, responsable et légitime contre le phénomène du terrorisme. Ainsi, dans le cadre du quatrième pilier de la Stratégie mondiale, il sera possible de prévenir l'escalade de la violence et un usage de la force incompatible avec la protection de

l'individu et des garanties d'une procédure régulière, et renforcer l'attachement de la société en faveur de l'état de droit et aux droits de l'homme tout en offrant aux victimes du terrorisme la compréhension et l'appui dont elles ont besoin.

L'Argentine estime que les politiques qui prônent le plein respect des droits de l'homme et les politiques favorables à l'inclusion sociale des secteurs les plus vulnérables de la population constituent des bases fondamentales pour l'élimination des conditions propices à la propagation du terrorisme, comme le prévoit le premier pilier de la Stratégie mondiale. Aucun crime transnational ou groupe terroriste ne peut trouver un terrain fertile au sein des sociétés qui ont réussi à intégrer des niveaux plus élevés de coexistence pacifique et de justice sociale dans leur processus de développement.

À cet égard, l'Argentine appuie l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, une initiative visant à promouvoir le dialogue, la tolérance et la compréhension entre les civilisations, les cultures, les peuples et les religions. Un phénomène comme le terrorisme, de par sa complexité et son caractère transnational, exige qu'il y ait une certaine cohérence au niveau des pays en matière de justice pénale et de leur action antiterroriste pour éviter toute impunité, pour garantir le plein respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme et pour pouvoir aider et indemniser les victimes d'actes terroristes.

Toutefois, étant donné les tristes événements survenus récemment au Pakistan et en Iraq, nous devons reconnaître qu'il faut surtout s'attacher à mettre à la disposition de chaque pays les ressources nécessaires pour le renforcement de ses propres capacités et l'élaboration de sa propre stratégie de lutte contre la menace terroriste. Chaque culture et chaque pays doivent pouvoir faire leur propre expérience en la matière, avec l'appui de toute la communauté internationale. À notre avis, c'est là que la pleine mise en œuvre du premier pilier de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies acquiert toute son importance.

M^{me} King (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur Y. Halit Çevik et son équipe d'avoir permis à cet examen de déboucher sur un document solide de consensus.

L'Australie condamne les attentats terroristes commis en Iraq par l'État islamique en Iraq et au Levant et la prise en otage du personnel du Consulat

de Turquie. Nous exhortons l'État islamique en Iraq et au Levant à relâcher ces otages immédiatement. La communauté internationale doit coopérer pour s'assurer de leur libération. Nous tenons également à exprimer notre solidarité avec les peuples et les gouvernements du Pakistan et du Nigéria à la suite des attaques déplorables commises par des terroristes dans ces pays.

Ces événements montrent que la menace du terrorisme aujourd'hui est plus complexe que jamais auparavant. Les organisations terroristes sont dynamiques; elles peuvent agir et recruter vite, communiquer leurs idées et leurs méthodes instantanément et mobiliser des ressources mondialement. Les groupes terroristes violents et extrémistes ont montré leur volonté et leur capacité d'exploiter les vulnérabilités de certaines sociétés – à savoir les tensions intercommunautaires, l'analphabétisme et la faiblesse de la gouvernance – afin de radicaliser leurs sociétés pour leurs propres fins idéologiques et financières.

L'approche globale de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies est plus importante que jamais pour faire face à l'évolution de ces défis. Depuis 2006, les opérations de répression ont enregistré des succès mondiaux considérables, notamment en matière de poursuites et de condamnations. Nous devons continuer à renforcer les systèmes de justice pénale et la coopération juridique internationale tout en protégeant les droits de l'homme et en mettant l'accent sur la prévention.

Le quatrième examen de la Stratégie mondiale souligne l'importance des mesures préventives pour relever ces défis.

L'augmentation rapide des enlèvements contre rançon et des prises d'otages par des groupes terroristes pour financer leurs opérations ou obtenir des concessions est l'un des défis les plus graves au niveau mondial. Il existe un nombre croissant de preuves fiables indiquant que le versement de rançons par des États entraîne une augmentation spectaculaire du montant des rançons exigées et de nouveaux enlèvements de ressortissants de ces États, ce qui ne fait que perpétuer le problème. La sûreté et le bien-être de la victime sont évidemment d'une importance capitale, mais les rançons financent le terrorisme et la communauté internationale doit agir de manière solidaire pour mettre fin à cette pratique. La réunion spéciale que le Comité contre le terrorisme tiendra cette année sera l'occasion importante de

partager les expériences en matière de prévention des enlèvements contre rançon.

L'examen cette année de la Stratégie mondiale a mis en lumière les mesures prises pour remédier aux conditions propices au terrorisme. Il est de plus en plus admis que les Gouvernements peuvent faire plus pour lutter contre l'extrémisme violent qui peut aboutir au terrorisme.

Les stratégies nationales de lutte contre l'extrémisme violent ont un rôle important. La stratégie de l'Australie consiste à associer la police de proximité à des partenariats solides avec les dirigeants communautaires et la société civile en vue renforcer la cohésion sociale et la résilience communautaire. On a beaucoup parlé aujourd'hui du problème posé par les combattants étrangers, ainsi que des mesures de répression que nous pouvons prendre pour répondre à cette menace. Face à ce phénomène, la lutte contre l'extrémisme violent dans les communautés doit compléter les efforts des forces de l'ordre. Les États et les communautés peuvent marginaliser les appels à aller se battre dans un pays étranger, en améliorant notamment les conséquences d'une telle action et en encourageant les personnes à adopter d'autres moyens non violents pour aider les populations touchées de ces pays, comme par exemple l'effort humanitaire.

La communauté internationale doit s'attacher de toute urgence à remédier à la menace posée par les combattants étrangers. Si nous ne nous y attaquons pas ensemble et de plein front, il s'ensuivra des conséquences non quantifiables sur la sécurité et le développement dans le monde.

Un outil de prévention crucial dans la boîte à outils mondial est le régime de sanctions contre Al-Qaïda. Aujourd'hui, plusieurs délégations ont fait remarquer que, si les hauts dirigeants et la structure centrale d'Al-Qaïda sont peut-être plus faibles, son pouvoir d'attraction est aussi fort que jamais. Nous pouvons le constater dans la prolifération des affiliés d'Al-Qaïda dispersés un peu partout et des groupuscules qui profitent de conflits locaux ou de situations où le contrôle de l'État est limité.

Le Comité des sanctions contre Al-Qaïda veille à ce que sa liste de sanctions cible la nature contemporaine de la menace, ce qu'il a fait en ajoutant récemment Boko Haram et trois groupes émanant d'Al-Qaïda au Maghreb islamique sur sa liste. Ces actions montrent également la façon dont le régime de sanctions aide les États à

empêcher des terroristes affiliés à Al-Qaïda de poser une menace à l'intérieur de leurs frontières et de leur région. Mais le potentiel complet du régime à cibler et combattre le réseau d'Al-Qaïda ne se réalisera que si les États Membres coopèrent avec le Comité pour identifier, à l'intérieur du réseau, les acteurs clés qui doivent faire l'objet de sanctions.

La Stratégie antiterroriste mondiale, les sanctions et d'autres mesures internationales ne peuvent être efficaces que si elles sont largement mises en œuvre. De nombreux États ont encore besoin d'une assistance technique pour s'acquitter de leurs obligations. L'Australie continuera d'œuvrer au renforcement des capacités de ses partenaires en Asie du Sud-Est, en Asie du Sud et en Afrique. Comme le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie l'a dit ce matin, le « Jakarta Centre for Law Enforcement Cooperation », mis en place après l'attentat terroriste de Bali en 2002, a désormais formé plus de 15 000 agents.

À cet égard, des facilités régionales spécialisées ont un rôle vital à jouer dans la mise en œuvre de la Stratégie mondiale. Le Forum mondial de lutte contre le terrorisme joue également un rôle crucial en collaborant avec l'ONU pour promouvoir la Stratégie antiterroriste mondiale et en facilitant le renforcement des capacités d'une manière pratique, réactive et dynamique. L'Australie copréside avec l'Indonésie un nouveau groupe de travail du Forum mondial de lutte contre le terrorisme sur la détention et la réinsertion, créé en avril pour régler le problème de la détention des terroristes emprisonnés et de leur réinsertion dans la société après leur libération.

Mais plus que toute autre organisation, l'ONU a un rôle moteur sans pareil en matière de renforcement de la sensibilisation aux normes internationales de lutte contre le terrorisme et de leur application, ainsi que de mobilisation de l'assistance technique nécessaire à l'efficacité des efforts mondiaux.

Nous accueillons avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire général pour intégrer les questions de paix et de sécurité, dont la lutte contre le terrorisme, dans les activités de promotion du développement économique et social. L'ONU doit s'adapter à la menace contemporaine posée par le terrorisme en adoptant une approche stratégique et coordonnée. Le quatrième examen biennal de la mise en œuvre de la Stratégie appuie l'effort de l'ONU dans ce domaine.

M. Vieira Silva (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens d'emblée à exprimer toute la sympathie du Brésil aux victimes du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Nous sommes extrêmement préoccupés par les récents événements survenus en Iraq et espérons que le calme y sera vite rétabli. Nous tenons à exprimer notre solidarité envers le peuple et le corps diplomatique turcs à la suite des enlèvements perpétrés récemment à Mossoul.

Je félicite le Président et le facilitateur des débats sur le projet de résolution dont nous sommes saisis (A/68/L.50), l'Ambassadeur Y. Halit Çevik, Représentant permanent de la Turquie, et son équipe dévouée pour l'examen couronné de succès de la Stratégie antiterroriste des Nations Unies. Je tiens également à m'associer à la déclaration faite par la représentante du Costa Rica, qui s'est exprimée au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) (voir A/68/PV.94).

Nous nous félicitons du projet de résolution que nous considérons comme l'occasion pour les Nations Unies de faire en sorte que la Stratégie antiterroriste mondiale « conserve son utilité et reste d'actualité compte tenu des nouvelles menaces qui apparaissent et de l'évolution des tendances du terrorisme international », comme l'indique le paragraphe 3. Le projet de résolution réaffirme l'importance de la Stratégie et de ses quatre piliers et le rôle central de l'Assemblée générale face à cette question. Le Brésil appuie sans réserve la perspective globale et intégrée de la Stratégie pour prévenir et combattre le terrorisme.

Nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une approche holistique dans la lutte contre le terrorisme, menace multidimensionnelle qu'il faut combattre, compte tenu de la diversité de ses causes sous-jacentes. Le Brésil souligne que la lutte contre le terrorisme doit user de tous les moyens compatibles avec la Charte des Nations Unies et autres normes du droit international et ne doit pas se faire au détriment de la procédure régulière, des droits de l'homme, du droit humanitaire international et des libertés civiles. La violence, le radicalisme et l'extrémisme violent sont souvent d'une longue exclusion sociale, politique, économique et culturelle, au milieu de laquelle l'intolérance peut prospérer.

Le Brésil a participé activement aux négociations sur le projet de résolution. Je voudrais à présent faire quelques brèves remarques sur certaines des questions soulevées par le présent projet de résolution.

De manière générale, je tiens à souligner le fait que le projet de résolution est nettement plus long que le précédent (résolution 66/282). L'un de ses mérites est de mettre en avant des éléments actuellement pertinents pour l'ONU, tout en réaffirmant le rôle central de l'Assemblée générale dans la lutte contre le terrorisme. Un grand nombre de nouveaux paragraphes traitent des mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme. À cet égard, le projet de résolution souligne que les interventions militaires, les mesures répressives et les activités de renseignement ne suffiront pas à elles seules à vaincre cette menace.

À cet égard, nous tenons à dire que le terrorisme ne pourra être vaincu que lorsque la communauté internationale et l'ONU renonceront à une culture de réaction pour adopter une culture de prévention capable de prendre en compte les causes structurelles de l'exclusion, de la marginalisation et de la discrimination. Comme nous l'avons déjà remarqué à plusieurs occasions, la prévention est toujours la meilleure politique. Ce changement d'orientation doit mettre l'accent sur une démarche intégrée qui prenne en compte l'interdépendance entre la paix, la sécurité et le développement de manière globale. Ce faisant, l'Organisation et ses États Membres seront en mesure de s'attaquer avec plus de cohérence et d'efficacité aux principales conditions qui favorisent le terrorisme et de promouvoir les valeurs démocratiques, la coopération internationale en faveur du développement socioéconomique et politique, ainsi que la tolérance ethnique et religieuse.

Le fait que la Stratégie soit structurée en piliers nous rappelle l'importance de la coopération, de l'assistance technique et du renforcement des capacités des États ainsi que la responsabilité incombant au système des Nations Unies de créer les moyens de mettre en oeuvre ces initiatives.

La Stratégie réaffirme également, sans équivoque, que la promotion et la protection des droits de l'homme pour tous et de l'état de droit sont essentielles pour toutes les composantes de la Stratégie, tout en reconnaissant qu'une action efficace contre le terrorisme et la protection des droits de l'homme sont des objectifs non pas contradictoires, mais complémentaires et synergiques,

À ce propos, nous nous félicitons de l'ajout important apporté au projet de résolution, à savoir la prise en compte du droit au respect de la vie privée, qui, comme l'ont déjà souligné les pays de la CELAC, est

essentiel à la dignité humaine et constitue un droit de l'homme fondamental, dont la garantie est cruciale afin de protéger les individus contre l'abus de pouvoir.

Les préoccupations légitimes en matière de sécurité doivent être traitées conformément aux obligations qui incombent aux Membres en vertu du droit international et du droit international des droits de l'homme. Sans le respect et la protection du droit à la vie privée, y compris dans la lutte contre le terrorisme, il ne saurait y avoir de véritable liberté d'opinion et d'expression, et la démocratie ne peut pas fonctionner. Nous espérons que l'inscription de la nécessité de respecter et de protéger le droit au respect de la vie privée dans le projet de résolution contribuera à mettre en lumière la nécessité pour les États d'adopter une démarche équilibrée, prenant en compte aussi bien la sécurité que les droits de l'homme et les libertés fondamentales, au moment de relever les défis qui se présentent actuellement dans le domaine des technologies de l'information et des communications.

Un autre sujet abordé par le projet de résolution et qui mérite d'être mentionné est la nécessité pour les États de veiller à ce que toutes mesures ou tous moyens utilisés dans la lutte antiterroriste, y compris les aéronefs pilotés à distance, soient compatibles avec les obligations qui leur incombent selon le droit international, y compris la Charte des Nations Unies, le droit des droits de l'homme et le droit international humanitaire. Il s'agit là d'une question de la plus haute importance, qui, curieusement, n'a pas été évoquée dans le rapport du Secrétaire général sur l'application de la Stratégie (A/68/841).

Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a fait référence à la nécessité urgente et impérieuse pour les États Membres de parvenir à un accord sur les questions juridiques soulevées par l'utilisation d'aéronefs pilotés à distance. Nous réaffirmons qu'il ne faut pas sous-estimer les difficultés découlant de l'utilisation des nouvelles technologies létales téléguidées et de leur déploiement extraterritorial par une poignée de pays très puissants qui en sont capables, le plus souvent en violation de la souveraineté de l'espace aérien et dans des zones qui ne sont pas nécessairement en guerre, au cours d'opérations assimilables à des exécutions extrajudiciaires.

Tous les points susmentionnés coïncident avec l'idée exprimée par le Secrétaire général selon laquelle

« [l]a lutte contre le terrorisme échouera si l'action de la communauté internationale provoque l'apparition de plus de terroristes » (A/68/841, par. 112). Cette affirmation incarne le concept de « ne pas nuire », qui se trouve au coeur de la politique étrangère brésilienne.

Le Brésil réitère de nouveau que rien ne saurait justifier les actes de terrorisme. Notre Constitution consacre la répudiation du terrorisme comme un principe directeur de nos relations internationales. Notre pays n'ayant jamais été victime d'attentats terroristes, il s'efforce de les prévenir, y compris aux niveaux régional et sous-régional. Nous réaffirmons notre ferme engagement à appliquer une réponse coordonnée et multidimensionnelle aux problèmes que pose ce phénomène, ainsi que notre plein appui à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Nous demeurons convaincus que l'examen de l'application de la Stratégie nous offre l'occasion idéale d'approfondir notre compréhension du terrorisme dans toute sa complexité. Ne perdons pas de vue le fait que notre principe directeur dans la lutte contre le terrorisme est de protéger des vies innocentes face à ce fléau et de rendre le monde plus sûr.

M. Mashabane (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de nous donner la possibilité de participer à ce débat.

La recrudescence des attentats terroristes à l'échelle mondiale nous rappelle que le terrorisme constitue toujours une menace non seulement pour la paix et à la sécurité internationales, mais aussi pour les droits de l'homme. Ma délégation est favorable à ce que l'ONU joue un rôle central dans les efforts multilatéraux de lutte contre le terrorisme. Nous restons fermement convaincus qu'aucun pays ne peut faire face à cette menace complexe et difficile tout seul, et sommes toujours d'avis que le terrorisme ne sera pas et ne peut pas être vaincu par des moyens militaires.

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies demeure le mécanisme international de lutte contre le terrorisme le plus crédible et le plus approprié, et continue de bénéficier de l'appui politique de tous les États Membres. Sa force réside dans le fait qu'elle résulte de l'action commune menée par les États Membres de l'ONU pour lutter contre ce fléau de manière globale.

L'Afrique du Sud appuie l'application des quatre piliers de la Stratégie de manière équilibrée et intégrée. Une démarche équilibrée nécessite qu'en plus des mesures prises pour prévenir et combattre le terrorisme,

la communauté internationale réaffirme sa volonté de veiller à la réalisation intégrale et dans les délais des buts et objectifs de développement en vue d'éliminer la pauvreté et de promouvoir une croissance économique soutenue, de même que le développement durable et la prospérité pour tous.

L'Afrique du Sud appuie l'adoption du projet de résolution (A/68/L.50) consensuel à l'issue de ce quatrième examen biennal. Nous considérons que cette décision permet d'asseoir une démarche dynamique, globale et multidimensionnelle de la lutte contre ce fléau dans le cadre du droit international.

L'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et ses groupes de travail contribuent à la réalisation des objectifs définis dans la Stratégie. Nous convenons avec le Secrétaire général que la valeur de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme sera jugée à l'aune de l'incidence qu'auront ses activités sur le terrain. Cela est d'autant plus important pour les pays en développement qui disposent de ressources limitées.

À cet égard, nous félicitons l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme de ses efforts pour renforcer la coordination et la cohérence. La matrice globale de tous les projets et de toutes les activités menés par les 31 entités de l'Équipe spéciale représente une contribution vivement appréciée, qui permettra d'allouer des ressources là où elles sont le plus nécessaires. L'amélioration de l'efficacité permettra de renforcer le cadre institutionnel de l'ONU, et appuiera la vision Unité d'action des Nations Unies du Secrétaire général, permettant ainsi à l'Organisation de mieux aider et soutenir les États Membres dans l'application de la Stratégie.

Nous félicitons également l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme d'avoir accueilli la réunion mondiale d'experts sur le renforcement des capacités en ce qui concerne la désignation des terroristes et le gel d'avoirs.

Le renforcement de l'architecture juridique internationale, de l'état de droit et du système de justice pénale forme le socle de notre conception commune de la lutte contre le terrorisme. À cet égard, la défense et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous sont indispensables, dans tous les aspects de la Stratégie, et cette démarche est complémentaire et synergique.

Au niveau national, nous avons mis en place des programmes de sensibilisation afin de familiariser

le Gouvernement et la société civile à la Stratégie et nous avons continué de travailler à la mise en œuvre de ses quatre piliers. Depuis le dernier examen de la Stratégie, en juin 2012 (voir A/66/PV.118), l'Afrique du Sud a adopté sa propre stratégie antiterroriste nationale. Notre stratégie nationale fournit une réponse globale et proportionnée à la menace du terrorisme international et de l'extrémisme, en tenant compte à la fois des meilleures pratiques locales et internationales, tout en veillant au respect des droits de l'homme et de l'état de droit.

La stratégie antiterroriste sud-africaine se décline suivant les cinq axes suivants, exprimés sous forme d'objectifs, composés chacun d'un ensemble d'actions prioritaires clefs : premièrement, comprendre le phénomène du terrorisme international et de l'extrémisme national; deuxièmement, empêcher de nouvelles recrues de rejoindre les rangs de groupes terroristes et de perpétrer des attentats terroristes; troisièmement, atténuer ces menaces et mieux protéger les cibles potentielles; quatrièmement, poursuivre les membres des réseaux existants, et enquêter sur eux; et cinquièmement, améliorer la capacité d'intervention et de gestion de l'Afrique du Sud dans le cadre des prolongements d'attentats terroristes.

L'une des questions en souffrance dans le cadre normatif des Nations Unies demeure l'adoption d'une convention générale sur le terrorisme. Dans le plan d'action adopté en 2006, les États Membres se sont engagés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour conclure cette convention, qui permettrait aussi de combler des lacunes dans le domaine de la justice internationale actuelle, tout en encourageant les États Membres à devenir parties aux conventions et protocoles internationaux existants. L'Afrique du Sud estime que l'adoption de la convention permettrait de renforcer la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale. À la veille du dixième anniversaire de l'adoption de la Stratégie, tout doit être fait par les États Membres pour sortir de l'impasse actuelle.

M. Lopez Ibarra (Mexique) (*parle en espagnol*) : Ma délégation tient à joindre sa voix à la condamnation des actes commis contre le personnel du Consulat de Turquie à Mossoul, en Iraq, dont elle appelle à la libération immédiate. De même, elle s'associe à la position exprimée par la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (voir A/68/PV.94).

Depuis son adoption en 2006, la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies est devenue

un véritable instrument de coordination de l'action globale de lutte contre le fléau du terrorisme. Les États Membres de l'ONU en ont bénéficié, par le renforcement ou la création des capacités et des meilleures pratiques en la matière.

En dépit de ces efforts, cependant, nous savons que pas une seule région du monde ne peut être considérée comme à l'abri de ce fléau. Ces dernières années, nous avons été témoins de l'évolution et de l'adaptation constantes des groupes terroristes aux efforts déployés par la communauté internationale pour mettre fin à leurs activités. Parallèlement, nous avons vu avec préoccupation se diversifier et se disséminer ces groupes par le biais des nouvelles technologies, telles que Internet, et ses ramifications, au sein de groupes et de populations vulnérables à la radicalisation.

Le Mexique considère que nous devons redoubler d'efforts pour remédier aux causes profondes de la propagation du terrorisme, y compris les facteurs sociaux et de développement que les groupes terroristes utilisent pour recruter des jeunes afin de servir leur cause. S'attaquer aux faiblesses des systèmes de gouvernance aux fins de créer des stratégies sociales de prévention au niveau local peut permettre de traduire dans les faits l'appui apporté aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme.

Par des interventions coordonnées au triple niveau exécutif, législatif et judiciaire, le Mexique a obtenu des résultats substantiels dans la gestion des facteurs sociaux et de développement permettant de créer les conditions propices à l'inclusion et à la cohésion sociale, et de décourager, par voie de conséquence, la criminalité, tels que la lutte contre l'extrême pauvreté, la promotion de l'éducation et l'accès universel aux services de santé, ainsi que la promotion des actions de prévention de la violence, de l'égalité des sexes et du développement durable. Ces efforts s'ajoutent à l'action menée par le service spécialisé d'enquête sur le terrorisme, et le stockage et le trafic d'armes du Procureur général de la République, qui a établi des protocoles de mise en œuvre en cas d'attentats terroristes et maintient une étroite coordination avec les autres parties prenantes de l'État chargées d'assurer la sécurité de la population mexicaine.

Le binôme sécurité-développement ne peut et ne doit pas empêcher de respecter et de faire respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, quels que soient les moyens que l'on y consacre. À cet égard, mon pays

tient à réitérer sa préoccupation face à l'utilisation de technologies téléguidées dans la lutte contre le terrorisme et abonde dans le sens du Rapporteur spécial ainsi que de l'enquête qu'il a engagée sur l'utilisation de drones et ses incidences en matière de droits de l'homme.

De même, le Mexique souhaite de nouveau exprimer son soutien et sa solidarité à l'égard des victimes du terrorisme, et mettre en exergue les efforts que fait l'ONU en vue du lancement du portail consacré au soutien des victimes du terrorisme, qui constitue un pas important dans le cadre des efforts visant à engendrer une prise de conscience au niveau mondial à l'égard des incidences directes des actes de terrorisme sur la population civile et à renforcer la résilience des populations. Il souhaite par ailleurs saluer le travail que réalise le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme comme facteur de cohérence et de transparence aux fins de la création de capacités contre ce fléau, et souligner, en particulier, la fonction pratique que pourrait revêtir la liste des projets des entités de l'Équipe spéciale pour la lutte contre le trafic de stupéfiants et contre le terrorisme, et il encourage ceux qui ne l'ont pas encore fait à y participer activement.

Près de 10 années après l'adoption de la Stratégie mondiale, la communauté internationale a réalisé de solides progrès dans la lutte contre le terrorisme. Cependant, aucun effort ne sera suffisant s'il ne s'accompagne pas de régimes de coopération internationale, de mesures globales de responsabilisation et de réparation à l'égard des victimes de ce fléau, ainsi que d'un respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

M. Raja Zaib Shah (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord me joindre à tous ceux qui ont adressé leurs félicitations au Président pour la convocation de cette importante séance, qui permet à l'Assemblée de faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies adoptée en 2006. Je souhaite remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de son rapport sur les activités menées par le système des Nations Unies pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (A/68/841). Nous apprécions tout particulièrement la nouvelle liste des projets de lutte contre le terrorisme mis en œuvre par les entités des Nations Unies chargées de la lutte contre le terrorisme.

Je souhaite également rendre hommage au Représentant permanent de la Turquie, M. Halit Çevik, ainsi qu'aux membres de sa Mission, pour l'excellente façon dont ils ont facilité les consultations sur le projet de résolution A/68/L.50 sur le quatrième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Je souhaite également me joindre à tous ceux qui ont exprimé leur solidarité avec le Gouvernement et le peuple turcs suite à l'enlèvement du personnel diplomatique turc à Mossoul, en Iraq, dont nous souhaitons qu'il soit libéré immédiatement, sain et sauf.

Je précise d'autre part que j'associe ma déclaration à celle qu'a prononcée le Représentant permanent de l'Égypte au nom de l'Organisation de la coopération islamique (voir A/68/PV.94).

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies constitue réellement un document historique. Elle consacre la première fois que la communauté internationale a arrêté d'une seule voix une stratégie commune visant à traiter et à combattre le problème du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient le lieu, le moment ou les responsables, de même que les motifs. Les quatre piliers énoncés dans la Stratégie nous permettent de faire face au terrorisme de façon intégrée. À cet égard, ma délégation ne saurait trop insister sur l'importance qu'il y a à accorder une attention égale à chacun de ces quatre piliers, ce à quoi nous avons pour notre part toujours été attachés, comme l'atteste la stratégie multiforme adoptée par la Malaisie pour combattre le terrorisme.

La Malaisie a ratifié neuf conventions et protocoles internationaux sur 13 et elle a pris différentes mesures pour s'acquitter de ses obligations au titre des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Nous sommes en plein processus d'adoption des mesures législatives qui doivent nous permettre d'accéder aux conventions et protocoles restants. La Malaisie a également continué de travailler au perfectionnement de son cadre juridique national de façon à pouvoir défendre les droits des personnes tout en continuant d'œuvrer à préserver la sécurité du pays. Cela est patent dans la mise en œuvre de la loi nationale sur les crimes relatifs à la sécurité (mesures spéciales), entrée en vigueur le 31 juillet 2012, qui remplace notre loi sur la sécurité intérieure de 1960. Cette loi met en place des mesures spéciales concernant les crimes ayant trait à la sécurité, dans le but de maintenir l'ordre public et la sécurité. Elle prévoit également des

règles de procédure et de preuve ayant trait aux délits de subversion au titre de notre code pénal, qui érige expressément en crimes les actes de terrorisme. L'année dernière, nous avons également amendé et renommé notre loi de 2001 sur le blanchiment d'argent pour y ajouter des mesures de lutte contre le financement du terrorisme. Cette nouvelle loi contient des dispositions complètes en vue du gel des avoirs terroristes, de la mise en œuvre de la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité et du développement de la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001).

Concernant le renforcement des capacités, la Malaisie a mis en place en 2003 le Centre régional d'Asie du Sud-Est pour la lutte contre le terrorisme dans l'objectif unique d'améliorer le renforcement des capacités et de développer l'aide technique au niveau international. Depuis, le Centre a conduit 137 programmes de renforcement des capacités auxquels ont participé 2861 participants locaux et 1256 participants étrangers. Il travaille en étroite collaboration avec de nombreux autres pays sur différents aspects de la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'avec des organisations internationales telles que la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Dans notre région, la coopération en matière de lutte contre le terrorisme se développe principalement dans le cadre de la Réunion ministérielle sur la criminalité transnationale de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dans laquelle est débattu le cadre de coopération et supervisée la mise en œuvre des activités de lutte contre le terrorisme, y compris l'échange de renseignements et le travail avec les partenaires extérieurs en vue de contrer les menaces. En outre, la Réunion annuelle des hauts responsables de l'ASEAN sur la criminalité transnationale est consacrée à la mise en œuvre et à l'examen des décisions adoptées à la Réunion ministérielle, et recommande également de nouveaux projets et de nouveaux domaines de coopération envisagés. La signature en 2007 à Manille, par tous les pays membres de l'Association, de la Convention de l'ASEAN sur la lutte contre le terrorisme en a fait le principal cadre de coopération de l'ASEAN dans la lutte contre le terrorisme. Tous nos pays membres ont ratifié la Convention, qui non seulement sert de cadre régional de lutte contre le terrorisme mais vient en outre compléter la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, les conventions internationales sur la lutte contre le terrorisme et les résolutions pertinentes des Nations Unies.

La Malaisie se félicite de certains des éléments supplémentaires ajoutés à l'examen biennal de cette année, y compris l'accent accru mis sur le pilier I de la Stratégie. Tout en appelant à accorder la même attention à chacun des quatre piliers, nous ne doutons pas qu'il convient de mettre davantage l'accent sur les conditions propices à l'expansion du terrorisme. Comme le dit l'adage, il vaut mieux prévenir que guérir. À cet égard, la Malaisie continue d'adopter différentes mesures afin d'éliminer l'extrême pauvreté et de veiller à ce que son peuple jouisse d'une croissance économique équitable. Nous avons également veillé à ce que nos dépenses en matière d'éducation restent supérieures au chiffre de 20 % du budget national annuel. La Malaisie considère qu'il est d'une importance vitale d'accorder à ceux qui vivent dans l'oppression ce qui est le droit le plus fondamental, à savoir le droit à vivre dans la liberté, ainsi que dans la dignité, et le droit à l'espoir.

Le terrorisme ne doit pas être ramené à une religion, une nationalité, une civilisation ou un groupe ethnique particuliers. De fait, nous avons trop souvent vu des extrémistes violents revêtir leur cause des habits de la religion et dissimuler derrière leurs desseins politiques afin de les parer de plus d'attraits ou de légitimité. Lorsque cela se produit, il est du devoir de toutes les personnes éprises de paix, y compris lorsqu'elles sont de la confession ainsi exploitée, de les discréditer. Lorsque des extrémistes tuent d'innocents civils et font un tel mauvais usage de leur foi, il est de notre devoir de nous opposer à eux et de les exposer pour ce qu'ils sont : des extrémistes violents ou des terroristes.

C'est dans cette conviction que le Premier Ministre malaisien, dans son allocution à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session, a appelé à un mouvement mondial des modérés (voir A/65/PV.19). Il a réitéré son appel durant le débat général de la présente session, au nom de la majorité des modérés, qui sont atterrés par les actes méprisables auxquels se livrent extrémistes et terroristes pour occuper le devant de la scène (voir A/68/PV.18). C'est un appel solennel aux personnes de bon sens et à tous ceux, de toutes races, de toutes cultures et de toutes confessions, qui aiment la paix, afin qu'ils fassent entendre leur voix, qu'ils reprennent le devant de la scène et qu'ils noient sous leur nombre les discours de haine et d'extrémisme qu'ont fait entendre une simple poignée d'individus. C'est une voie qui accompagne la voix de la raison, de l'entente, de la tolérance et du

respect. Nous pensons qu'elle contribuerait notablement à notre effort commun de lutte contre le terrorisme.

Alors que nous faisons un pas en arrière pour examiner les progrès accomplis, nous devons également regarder vers l'avant et ce qui nous attend. À cet égard, ma délégation apprécie les aspects supplémentaires de l'action antiterroriste qui ont été ajoutés à l'examen biennal. Nous appuyons, entre autres aspects, la formulation relative à l'enlèvement contre rançon et la formulation renforcée concernant l'importance de la lutte contre le financement du terrorisme et contre le détournement par les terroristes des technologies de l'information et des communications.

Le quatrième examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies a sans aucun doute fait franchir un pas de plus à la communauté internationale dans la réalisation de cette noble ambition qu'est l'élimination de cet odieux fléau. Cela étant, nous savons que la route est encore longue et sinueuse. L'Assemblée peut être assurée du ferme engagement de la Malaisie dans cette entreprise qui nous conduira au final à un monde sans terrorisme.

M. Wilson (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je félicite le Président de l'Assemblée pour la réussite de la tenue du quatrième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous remercions la Mission de la Turquie de la compétence avec laquelle elle a facilité l'examen et nous exprimons toute notre solidarité à la Turquie suite à l'enlèvement de plusieurs de ses ressortissants par l'État islamique d'Iraq et du Levant. Il s'agit d'un acte d'une lâcheté sans nom, qui a été largement condamné par la communauté internationale, y compris à l'unanimité par le Conseil de sécurité dans la déclaration qu'il a publiée hier.

Comme le Secrétaire général le note dans son rapport (A/68/841), l'action de la communauté internationale pour combattre le terrorisme doit continuer de reposer sur les mesures préventives, le respect des droits et le respect de l'état de droit. L'instabilité politique, les conflits et les difficultés économiques peuvent créer des conditions propres à encourager les tendances terroristes. C'est pourquoi il est primordial de lutter contre l'extrémisme violent et de tirer parti des possibilités de développement pour s'attaquer au fléau du terrorisme.

La menace terroriste internationale est en pleine évolution. Depuis le dernier examen de la Stratégie en 2012, elle s'est fragmentée et diversifiée. La Stratégie

est un élément important de l'action internationale contre le terrorisme car elle reprend les principes fondamentaux suivis par la communauté internationale et offre une direction claire. L'examen de cette année se concentre sur deux tendances inquiétantes.

Premièrement, le paiement de rançons à des groupes terroristes qui recourent au kidnapping pour financer leurs opérations est devenu pour nombre de groupes terroristes une source prédominante de financement. Il existe désormais un cercle vicieux dans lequel le paiement de rançons renforce les groupes terroristes et les incite à commettre de nouveaux enlèvements. Il faut briser ce cercle vicieux. Le récent enlèvement des écolières nigérianes par Boko Haram est une illustration tragique de l'horreur que des groupes terroristes puissants et bien financés peuvent semer.

Deuxièmement, un nombre sans précédent d'individus se rendent dans des zones de conflit, comme par exemple en Syrie, pour combattre aux côtés des groupes terroristes. Ces individus peuvent représenter une menace une fois de retour dans leur pays d'origine. Ils constituent également une menace internationale dans la mesure où ils sont prêts à commettre des attentats n'importe où dans le monde. Le récent attentat qui a eu lieu au Musée juif de Bruxelles, en Belgique, est une expression de cette tendance. Face à cette menace, notre priorité à tous doit être de dissuader les individus de se rendre dans les zones de conflit et de leur fournir, à l'inverse, des voies sûres et efficaces d'apporter une aide humanitaire utile aux populations directement touchées par le conflit.

Le peuple syrien a clairement fait savoir qu'il ne voulait pas de combattants étrangers, mais une solution politique au conflit et une assistance humanitaire. Or les combattants étrangers continuent d'affluer en Syrie. Nous ne pouvons pas compter uniquement sur la prévention. La communauté internationale doit être prête à interrompre le flux des combattants étrangers grâce à une coopération renforcée dans des domaines tels que le partage de l'information et le contrôle des frontières. Les efforts pour endiguer ce flux doivent aussi être relayés par une riposte appropriée de la justice pénale.

Le système des Nations Unies et toute sa panoplie d'outils ont un rôle important à jouer dans la lutte contre les menaces terroristes. À cet effet, les entités des Nations Unies doivent améliorer leur coordination et leur partage de l'information. Il existe d'excellentes ressources qu'il faut mettre à profit. La Direction

exécutive du Comité contre le terrorisme est une source d'expertise analytique, tandis que l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme est une source d'expertise en matière de renforcement des capacités. Si toutes deux s'entendaient sur des priorités et des plans d'action communs, le système des Nations Unies serait à même d'avoir un effet bien réel et d'appuyer véritablement les régions et les pays les plus exposés à la menace du terrorisme. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme est notamment bien placé pour jouer un rôle important dans la mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités.

Les entités des Nations Unies doivent par ailleurs continuer également de collaborer avec des partenaires dans la lutte mondiale contre le terrorisme. Le Forum mondial de lutte contre le terrorisme est un partenaire clef qui a beaucoup fait pour lutter contre l'extrémisme violent et renforcer les institutions de justice pénale, et il continue de travailler en étroite coopération avec les organes des Nations Unies chargés de la lutte antiterroriste. Le travail du Forum et d'autres partenaires est fondamental pour démultiplier l'action de l'ONU et mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

Nous ne pouvons nous permettre de remiser au placard la question de la lutte antiterroriste jusqu'au prochain examen, en 2016. Il nous faut rester souples, réceptifs et prêts à coopérer face à la menace. En 2016 cela fera 10 ans que la Stratégie aura été adoptée, et ce sera alors l'occasion pour nous d'évaluer la contribution qu'elle a apportée et de planifier l'avenir.

M. León González (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba souscrit à la déclaration faite par la représentante du Costa Rica au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (voir A/68/PV.94).

Cuba appuie énergiquement les efforts collectifs des Nations Unies pour lutter contre le terrorisme. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies est une pièce maîtresse dans l'action internationale pour lutter contre ce fléau et place l'Assemblée générale au centre de ces efforts. Nous tenons à remercier la délégation turque d'avoir coordonné le processus d'examen de cette question complexe ainsi que les délégations qui ont fait preuve de volonté politique afin de faire avancer la lutte contre ce fléau.

Cet examen intervient à un moment particulier pour notre pays. Récemment, le Département d'État des États-Unis a publié l'édition 2013 de son rapport sur le terrorisme dans le monde. Il y classe par la

rente-deuxième fois et de façon arbitraire et absurde Cuba parmi les États qui soutiennent le terrorisme. Cette initiative unilatérale viole les principes du droit international, est un affront fait au peuple cubain et discrédite le Gouvernement des États-Unis. Mon pays s'élève vigoureusement contre l'instrumentalisation d'un sujet aussi sensible que celui du terrorisme international pour en faire un outil de la politique menée contre Cuba et une justification du blocus économique, commercial et financier que ce pays nous impose depuis plus de 50 ans.

Le Gouvernement cubain réaffirme que le territoire national cubain n'a jamais abrité et n'abritera jamais de terroristes de quelque origine que ce soit et qu'il n'a jamais servi à organiser, à financer ou à perpétrer des actes terroristes contre un quelconque pays du monde, États-Unis compris. En outre, le Gouvernement cubain rejette et condamne catégoriquement tout acte de terrorisme, où qu'il se produise et quelles que soient les circonstances et les raisons invoquées pour le justifier. Cuba est l'un des pays qui, pour avoir voulu défendre son indépendance et sa dignité, a subi pendant des décennies les conséquences d'effroyables actes terroristes organisés, financés et perpétrés depuis le territoire des États-Unis, qui ont tué 3 478 personnes et handicapé 2 099 autres.

Cuba réaffirme sa détermination inébranlable à combattre le terrorisme ainsi que son rejet et sa condamnation absolus de tous les actes, méthodes et pratiques du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, où que ce soit et quels qu'en soient les auteurs, les cibles et les raisons invoquées, y compris lorsque des États y sont directement ou non impliqués.

La communauté internationale ne peut accepter que, sous couvert de lutter soi-disant contre le terrorisme, un quelconque États se livre à des actes d'agression, s'ingère dans les affaires intérieures d'autres États, commette ou permette des violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment la torture, les enlèvements, les détentions illégales, les disparitions forcées ou les exécutions extrajudiciaires. Un tel deux poids, deux mesures et les actions unilatérales de ce genre sont contraires à la Charte des Nations Unies et aux normes et principes du droit international. Chaque fois que ces principes juridiques et moraux sont violés, nous faisons le lit des idéologies extrémistes et portons atteinte à la légitimité de notre lutte contre le terrorisme international et aux

principes de la culture humaniste que nous défendons face à la haine, à la vengeance et à la terreur.

La proposition du Secrétaire général de créer un poste de coordonnateur de la lutte antiterroriste a été débattue. Il apparaît clairement que des doutes subsistent sur cette question et que de plus amples informations s'imposent avant que les États ne puissent dûment examiner la question. À l'évidence, une décision de cette importance ne peut être prise, et j'insiste, que par consensus et par l'Assemblée générale.

Plusieurs éléments d'une importance fondamentale ont été inclus dans le projet de résolution de cette année (A/68/L.50) et d'autres devront l'être à l'avenir. Je pense notamment à l'appui aux victimes du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Cuba appuie les efforts du Secrétariat pour créer un portail des Nations Unies de soutien aux victimes du terrorisme. À cet égard, il convient de souligner que les États sont tenus de se conformer à leurs obligations internationales, sans deux poids, deux mesures, afin de garantir aux victimes l'exercice de l'ensemble de leurs droits, y compris et de façon explicite pour les innombrables victimes du terrorisme d'État.

Les États doivent honorer leur obligation de juger et d'extrader tous les terroristes sans exception, contrairement au cas regrettable et bien connu de Luis Posada Cariles, cerveau du tout premier attentat terroriste commis contre un avion civil dans les Amériques, qui a provoqué l'explosion en plein vol, au large des côtes barbadiennes, d'un appareil de la Cubana de Aviación, le 6 octobre 1976, et le mort de ses 73 passagers. De façon paradoxale, ce même gouvernement, qui fournit un refuge à ce terroriste, détient de façon prolongée et injuste les agents antiterroristes que sont Gerardo Hernández, Ramón Labañino et Antonio Guerrero, pour des faits qu'ils n'ont pas commis.

Le projet de résolution salue les efforts consentis par les États et les organisations internationales, compte tenu de leur propre situation régionale et nationale. Toutefois il omet de condamner clairement tous les actes unilatéraux posés par certains États, qui, en contravention avec le droit international, s'arrogent de façon parfaitement illégitime le droit de valider certaines conduites et d'établir des listes obéissant à des considérations politiques. Nous devons continuer de nous employer à condamner catégoriquement ces pratiques nuisibles et toute tentative de saper l'autorité centrale de l'Assemblée générale dans ce domaine.

Le projet de résolution souligne clairement la nécessité d'un plus grand dialogue et d'une plus grande compréhension entre les cultures et les civilisations et s'inquiète de l'augmentation du nombre des enlèvements et du recours aux technologies de l'information et des communications pour encourager des activités terroristes. La communauté internationale doit se pencher plus attentivement sur le problème de l'utilisation illicite de ces technologies pour planifier des actions subversives contre des pays, un phénomène qui se répand au nom d'une politique dite de « méthode douce » pour renverser des gouvernements sans recourir à la force militaire. À cet égard, il convient de signaler la pratique nuisible de certains États consistant à financer, appuyer et diffuser, à travers Internet, la radio ou la télévision, des messages d'intolérance et de haine contre d'autres peuples, d'autres cultures ou d'autres systèmes politiques, violant ainsi les principes les plus élémentaires consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international.

Comme l'Assemblée le sait, il y a eu des avancées au cours de cet examen, mais beaucoup reste à faire. Nous réaffirmons notre engagement inébranlable à lutter contre ce fléau sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et notre disposition permanente à coopérer avec tous les États Membres afin de mener une action concertée en vue d'éliminer le terrorisme. Nous appuyons les efforts multilatéraux visant à consolider le rôle central de l'Assemblée générale dans la pleine mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

M. Prosor (Israël) (*parle en anglais*) : Avant toute chose, je voudrais dire que les pensées du peuple israélien vont aux membres du Consulat turc qui ont été enlevés et à leurs familles. Nous prions pour qu'ils soient rapidement libérés, sains et saufs.

Je tiens à remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé le quatrième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Mes remerciements vont aussi à l'Ambassadeur Çevik, personnellement, et à son équipe pour la compétence avec laquelle ils ont facilité les négociations sur le projet de résolution (A/68/L.50).

Tous les matins, lorsque nous allumons la télévision ou parcourons les grands titres de l'actualité, nous sommes submergés par des nouvelles relatant des actes de terrorisme : 49 personnes prises en otage à Mossoul, en Iraq; l'homme armé qui a ouvert le feu au Musée juif de Bruxelles, en Belgique; plusieurs

centaines de filles kidnappées dans leur école dans le nord du Nigéria; la prise d'assaut d'un centre commercial par des extrémistes à Nairobi; un kamikaze qui s'en prend à des touristes en Bulgarie, et la liste est sans fin. Lorsque nos enfants ne sont plus à l'abri dans leurs écoles, que nos familles ne sont plus en sécurité dans les centres commerciaux et les musées, cela veut dire que nous, les membres de la communauté internationale, avons échoué. Nous avons échoué à barrer la route au terrorisme et nous avons échoué à combattre le fléau qui menace d'engloutir des nations entières.

Du delta du Niger à la baie de Bangkok, les pays sont aux prises avec une épidémie de terrorisme qui est aussi dangereuse que le virus le plus mortel. Les groupes terroristes profitent d'hôtes qui ne se doutent de rien, avec pour cible de choix des pays déjà affaiblis par l'instabilité et l'intolérance. Les cellules dormantes se multiplient en silence, prenant des forces et attendant le moment opportun pour frapper. Les groupes terroristes sont des ennemis tenaces, qui s'adaptent et mutent pour ne pas être détectés. Si on n'y porte remède, ils attaquent leurs hôtes de l'intérieur, détruisant les individus, dévastant les familles et brisant les communautés.

En Iraq, des extrémistes ont pris le contrôle de Fallouja et de plusieurs quartiers de Ramadi. Cette semaine, ils se sont emparés de la ville de Tikrit, dans le nord du pays, et de Mossoul, la deuxième ville d'Iraq. L'Iraq est au bord de l'effondrement et la violence menace de submerger toute la région. En Syrie, les groupes terroristes sont à l'origine de la pire catastrophe humanitaire de la présente génération. Ce qui était au départ un mouvement de protestation pacifique contre un régime autoritaire s'est transformé en un conflit brutal et prolongé qui a fait, à ce jour, plus de 160 000 morts et des millions de déplacés.

Des groupes fondamentalistes tirent profit de cette instabilité sanglante pour faire gagner du terrain à leur propre souche radicale de terrorisme. Combattants sunnites et chiites ont afflué en Syrie où ils affrontent des guérillas du Hezbollah appuyées par l'Iran. Plus de 10 000 combattants terroristes étrangers ont ainsi rejoint les combats, et certains sont déjà retournés chez eux, contaminés par des idéologies radicales. Mehdi Nemmouche, récemment arrêté suite à la fusillade dans le musée de Bruxelles, est un vétéran du jihad syrien. Le conflit sanglant en Syrie est attisé par le principal parrain du terrorisme mondial : l'Iran. Qasem Soleimani, qui supervise la force Qods du Corps des gardiens de la révolution de la République islamique

d'Iran, est l'ingénieur en chef de la génétique du conflit : il s'affaire à créer de nouvelles souches virulentes de terrorisme qui menacent d'exacerber encore plus les tensions sectaires et de mettre la région à feu et à sang.

Depuis sa renaissance il y a 66 ans, Israël s'est trouvé constamment en butte à la menace des organisations terroristes. Dans le sud, le Hamas, le Jihad islamique palestinien et d'autres groupes terroristes font pleuvoir des roquettes sur nos villes. Dans le nord, le Hezbollah a amassé plus de 100 000 roquettes et missiles capables de frapper au cœur même d'Israël. Les Israéliens sont également la cible d'une campagne de terreur dirigée par les gardiens de la révolution iraniens et le Hezbollah. L'empreinte de l'Iran est visible dans les attaques menées de la Bulgarie au Kenya en passant par la Thaïlande, où il y a de cela quelques semaines, les autorités ont déjoué un plan d'attaque élaboré par des agents du Hezbollah qui visait des touristes israéliens.

Parce qu'il doit constamment défendre ses citoyens, Israël est devenu un spécialiste de la lutte antiterroriste, se dotant de technologies et d'instruments d'un niveau inégalé dans les autres pays. Chaque jour, nous nous servons de toutes ces compétences pour protéger nos citoyens contre les menaces qui nous entourent. Au fil des ans, les terroristes se sont considérablement perfectionnés, et Israël a été contraint d'adapter son action antiterroriste pour toujours garder une longueur d'avance.

Parallèlement, le système juridique israélien a évolué pour défendre les libertés consacrées dans notre déclaration d'indépendance. Notre volonté de respecter l'état de droit est à la mesure de notre détermination de combattre le terrorisme. Comme l'a déclaré l'ancien Président de la Cour suprême israélienne, Aharon Barak,

« Parfois, les démocraties doivent combattre une main liée dans le dos. Et même ainsi, les démocraties l'emportent haut la main. »

À trop d'endroits, de par le monde, tous les éléments sont réunis pour que l'extrémisme transmette à la prochaine génération le virus du terrorisme. Aucun pays n'est à l'abri, et aucun pays ne devrait avoir à s'attaquer seul à cette épidémie. La prescription est très claire : nous devons dénoncer tous ceux qui propagent la haine et la peur. Nous devons isoler les groupes terroristes en les privant de leurs sources de financement et en démantelant leurs réseaux, et nous devons nous efforcer de trouver un antidote pour pouvoir, ensemble,

éliminer l'épidémie du terrorisme avant qu'elle ne nous élimine de la surface de la terre.

M. Diallo (Sénégal) : Avant de décliner spécifiquement certaines préoccupations à propos de la problématique d'ensemble de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, je voudrais dire que le Sénégal souscrit à la déclaration prononcée par l'Égypte au nom de l'Organisation de la coopération islamique (voir A/68/PV.94).

Je voudrais de même féliciter le Secrétaire général pour son rapport (A/68/841), dont les recommandations sont appréciables. Je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur de Turquie, qui a facilité avec professionnalisme les négociations qui ont abouti au projet de résolution à l'examen (A/68/L.50).

Le Sénégal condamne fermement l'enlèvement du personnel diplomatique turc à Mossoul et se préoccupe du sort réservé à ces familles. Le Sénégal condamne aussi l'enlèvement des jeunes écolières au Nigéria.

Au Sommet mondial de septembre 2005, les États Membres de l'ONU avaient solennellement exprimé leur condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, les lieux et les buts, en ce qu'il constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales. Les jalons d'une coopération internationale renforcée et ciblée venaient ainsi d'être posés dans la lutte contre ce fléau devenu mondial. L'impératif de mettre en place une stratégie globale et efficiente qui constitue le cadre commun des activités de lutte contre le terrorisme aura ainsi vu le jour. L'analyse de l'évaluation de la mise en œuvre des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale au cours des dernières années aboutit cependant à des résultats contrastés. Parmi les quatre piliers de cette Stratégie, celui qui a trait aux mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme mérite une attention toute particulière, car conditionnant l'efficacité recherchée dans la synergie d'action dans ce domaine.

En ce qui concerne l'Afrique, force est de reconnaître que le terrorisme, sous sa forme « jihado-salafiste », est devenu l'une des menaces les plus pernicieuses car il s'attaque à la structure de notre substrat sociétal ainsi qu'aux fondements de nos États. Éviter la propagation du terrorisme par la prévention implique, dans ces cas spécifiques, l'adoption de mesures efficaces dont l'objectif essentiel est de

lutter contre les discriminations de toutes natures, la corruption endémique, l'exclusion politique, ainsi que la pauvreté, facteur de marginalisation socioéconomique. Par ailleurs, il est clairement établi que les activités des groupes terroristes en Afrique favorisent parallèlement le développement de la criminalité transfrontalière, particulièrement dans le Sahel, de même que le trafic de drogue, le commerce illicite des armes et, parfois, la traite des personnes.

De même, l'absence de mécanismes appropriés de contrôle des flux financiers illicites provenant d'activités terroristes demeure un défi majeur pour la coopération sous-régionale dans ce domaine. Il faudrait aussi mettre en exergue l'urgente nécessité, au-delà de l'Afrique, d'encourager la mise en œuvre de politiques publiques efficaces de lutte contre la pauvreté et d'inscrire cette question au cœur du programme de développement pour l'après-2015.

La Stratégie que nous avons tous adoptée nous engage à susciter des initiatives et des programmes qui favorisent le dialogue, la tolérance et la compréhension entre les civilisations, les cultures, les peuples et les religions et à promouvoir le respect mutuel et la prévention de la diffamation entre les religions, les valeurs religieuses, les croyances et les cultures. L'approche conçue par le Sénégal à ce sujet, dans ses efforts de mise en œuvre nationale de la Stratégie, repose essentiellement sur trois leviers principaux : la prévention, la coopération et la réaction rapide.

La prévention, d'abord, passe par la mise sur pied d'un système d'alerte précoce et de coordination découlant d'une action en amont des forces de sécurité et des services de renseignement, l'idée consistant à priver les terroristes des moyens, de l'espace et des capacités de nuisance. La prévention est complétée par la répression, sur une base législative, de tout fait, acte, geste ou parole visant à jeter le discrédit sur une religion ou toute autre croyance, ainsi que par le développement d'une communication stratégique et pédagogique associant les chefs religieux.

À cet égard, sur le plan du renforcement du cadre juridique de lutte contre le terrorisme, le Sénégal a adopté en 2007 deux lois modifiant respectivement le Code pénal et le code de procédure pénale, à l'effet de lutter plus efficacement contre ce phénomène.

Le deuxième principe concerne la coopération, qui inclut l'ensemble des mesures et mécanismes mis en œuvre pour assurer une réponse collective, efficace

et rapide contre la menace terroriste. Dans ce cadre, le Sénégal a ratifié 13 des 16 conventions des Nations Unies relatives à la lutte contre le terrorisme, ainsi que celle de l'Organisation de l'unité africaine de 1999 sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, le Protocole de 2004 y afférent, et a souscrit aux différentes décisions pertinentes de l'Union économique et monétaire ouest-africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, dont la loi-cadre de 2007 du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest relative à la lutte contre le financement du terrorisme. De même, notre pays participe activement à la coopération en matière de justice pénale internationale contre le terrorisme, de surveillance des frontières terrestres, maritimes et aéroportuaires, d'entraide judiciaire en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

Enfin, le dernier principe est la réaction rapide en vue de poursuivre et de punir les auteurs d'actes terroristes, d'assurer une protection maximale aux populations, ainsi qu'une assistance appropriée aux victimes du terrorisme.

L'évolution géostratégique du monde ainsi que le changement de paradigmes liés à l'apparition de nouveaux conflits aux contours complexes et multidimensionnels ont amené les mouvements terroristes à changer et affiner leurs méthodes d'action. Nous assistons aujourd'hui à l'apparition d'un nouveau type de terrorisme difficile à combattre parce que mettant à profit les éventuelles failles au niveau de la coopération internationale et utilisant des outils modernes de communication pour élargir son champ d'action et ses cibles de propagande. Il est donc nécessaire pour l'Organisation des Nations Unies, qui a la responsabilité de la coordination de la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme, de renforcer ses moyens d'action et d'impulser une dynamique constante en vue de combattre ce fléau, qui transcende les frontières.

Dans ce cadre, ma délégation voudrait encourager l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, en référence à son initiative d'assistance intégrée, à renforcer son action dans la coordination de l'activité des entités, offices et programmes engagés pour soutenir les États dans leurs efforts nationaux de mise en œuvre intégrale et équilibrée de la Stratégie, dans le respect des principes fondamentaux du droit international, des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Pour conclure, ma délégation voudrait réitérer l'engagement constant du Sénégal à continuer d'œuvrer pour le renforcement de la Stratégie comme réponse commune au fléau du terrorisme.

M. Kydyrov (Kirghizistan) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué le quatrième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Je tiens également à saluer les efforts inlassables de l'Ambassadeur Y. Halit Çevik, Représentant permanent de la Turquie, qui a dirigé le processus d'examen et le processus de rédaction du projet de résolution dont nous sommes saisis (A/68/L.50).

Je saisis cette occasion pour condamner l'attentat terroriste perpétré contre le Consulat général de Turquie à Mossoul et la capture de plusieurs membres du personnel diplomatique et de leurs familles. Nous exigeons qu'ils soient immédiatement relâchés, sains et saufs, et que les auteurs de ces actes soient traduits en justice. Tout acte de terrorisme visant des missions diplomatiques et leurs représentants est totalement inacceptable.

Le terrorisme constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Le Kirghizistan condamne fermement tous les actes de terrorisme, où que ce soit et quels qu'en soient les auteurs et les motivations. Le terrorisme ne saurait en aucun cas être associé à une religion, une nationalité, une civilisation ou un groupe ethnique donné. Face à ce phénomène mondial et transnational, la lutte contre le terrorisme ne peut être efficace que si elle s'appuie sur la coopération internationale. Toutefois, en dépit de nos efforts communs, le terrorisme reste une menace changeante, persistante et durable à la stabilité et au développement socioéconomique de tous les pays.

À cet égard, le Kirghizistan exprime une nouvelle fois son appui résolu à toutes les mesures adoptées dans le cadre de l'ONU pour lutter contre le terrorisme international. Ces mesures doivent être mises en œuvre dans le respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, du droit international et des conventions internationales pertinentes. Nous estimons que l'ONU est la seule et unique structure multilatérale dotée d'un mandat véritablement mondial qui soit en mesure de consolider les efforts internationaux en matière de lutte contre cette menace mondiale.

Le Kirghizistan appuie énergiquement la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui

fournit une base solide en vue de lutter efficacement et de façon globale contre le terrorisme international à tous les niveaux. Il est indéniable que des progrès ont été accomplis depuis son adoption en 2006 et le troisième examen mené par l'Assemblée générale en 2012. Toutefois, le fait que le nombre d'actes de terrorisme ne diminue pas est un rappel constant que de nouveaux efforts s'imposent. À cet égard, nous appuyons l'action de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme pour garantir la coordination et la cohérence globales de la lutte contre le terrorisme menée par le système des Nations Unies. Nous félicitons également le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, qui a réalisé des progrès considérables dans ses activités ces derniers mois. Le Kirghizistan a instauré une interaction constructive avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, et il est disposé à poursuivre cette coopération.

Mon pays continue de déployer des efforts pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, en particulier en vue de s'attaquer aux conditions qui favorisent la propagation du terrorisme. Nous avons bien compris qu'il était impossible de vaincre le terrorisme par la force. Les méthodes coercitives n'ont qu'un effet temporaire, produisent des résultats négatifs et sont donc clairement insuffisantes. Les difficultés socioéconomiques, le manque de bonne gouvernance, le faible niveau d'instruction, la fragilité des codes moraux chez les jeunes, l'absence d'état de droit et les violations des droits de l'homme, ainsi que les problèmes politiques, démographiques, ethniques et environnementaux, contribuent à la propagation du terrorisme.

À cet égard, le Gouvernement kirghize a activement recours à la méthode douce pour éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme, notamment grâce à l'amélioration de la situation socioéconomique dans le pays, à l'élimination de la pauvreté, à la création d'emplois, à la lutte contre la corruption et à la réforme du système judiciaire et de l'appareil répressif. Nous nous efforçons en particulier d'améliorer le niveau général d'éducation de la population et d'avoir un dialogue étroit avec les jeunes. Toutes ces mesures font partie de la stratégie nationale de développement durable de la République kirghize pour la période 2013-2017.

Je tiens également à souligner que la faiblesse des capacités, en particulier en termes de compétences et de ressources, est le principal handicap de nombreux

pays, y compris le Kirghizistan. Il faut aider les États Membres à renforcer leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme par l'intermédiaire de divers programmes d'assistance, comme le prévoit le pilier IV de la Stratégie.

Le Kirghizistan, qui est pleinement conscient du fait que les mesures nationales, quel que soit leur degré d'efficacité, ne seront jamais suffisantes, attache une grande importance à la coopération avec les autres pays et les organisations régionales et internationales compétentes. Les questions de stabilité et de sécurité régionales revêtent une importance particulière à nos yeux dans la perspective du retrait d'Afghanistan de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Ainsi, le Kirghizistan participe activement aux activités des structures de lutte contre le terrorisme de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de la Communauté d'États indépendants. Nous attachons aussi de l'importance à l'interaction avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale. Avec le concours du Centre régional, un plan d'action conjoint pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale a été adopté pour la première fois au niveau régional, en décembre 2011. Nous espérons que ce Centre jouera un rôle de chef de file dans l'application de ce plan d'action.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la détermination du Kirghizistan à continuer de contribuer aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à appliquer pleinement la Stratégie, dans les délais prévus.

M. Al-Mal (Qatar) (*parle en arabe*) : Je voudrais remercier le représentant de la Turquie des efforts qu'il a déployés pour faciliter les consultations qui ont conduit à la tenue de cette série de séances. Par ailleurs, nous condamnons l'enlèvement des diplomates turcs à Mossoul.

La lutte contre le terrorisme est l'une des principales préoccupations de la communauté internationale, car ce phénomène dangereux a touché tous les pays du monde au cours des dernières décennies. Par conséquent, nous devons tout mettre en œuvre pour le combattre sur tous les plans – politique, économique, juridique et de la sécurité. Depuis l'adoption en 2006 de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en vertu de la résolution 60/288, mon pays s'est employé

à en mettre en œuvre toutes les dispositions visant à prévenir la propagation du terrorisme et à renforcer les capacités des États, tout en garantissant le respect des droits de l'homme en tant que pilier fondamental de la lutte contre le terrorisme.

À cet égard, nous avons mis en place une législation nationale qui criminalise le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations. Nous avons également participé activement aux efforts internationaux en adhérant aux conventions pertinentes et en concluant des accords bilatéraux avec des pays frères. Nous avons en outre mis en œuvre toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme et à son financement, aux niveaux régional et international, notamment celles concernant le gel des avoirs, l'interdiction de voyager et l'embargo sur les armes qui visent toutes les personnes et entités inscrites sur les listes récapitulatives des comités des sanctions.

En plus, nous avons collaboré avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, qui a effectué une visite à Doha en janvier 2013, sous la direction de M. Mike Smith qui en était alors le Directeur exécutif. À la suite de cette visite, un séminaire sur la Stratégie antiterroriste mondiale a été organisé du 10 au 12 décembre 2013, auquel ont participé des experts de la Direction exécutive, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et d'INTERPOL. Ce séminaire a débouché sur la formulation de recommandations relatives à la lutte antiterroriste. Nous sommes en train d'élaborer une stratégie globale portant sur plusieurs domaines – juridique, économique, social et médiatique – car nous sommes convaincus que nous ne pourrions pas venir à bout du terrorisme en nous concentrant uniquement sur les questions de sécurité.

Je voudrais souligner que dans le cadre de sa politique étrangère, mon pays met l'accent sur la prévention et le règlement pacifique des conflits armés. En 2007, nous avons créé à Doha un centre dont le but est de promouvoir le dialogue interreligieux, la coexistence pacifique et la tolérance. Nous avons également créé un comité dans le cadre de l'Alliance des Civilisations. En ce qui concerne le respect des droits de l'homme, qui est l'un des piliers fondamentaux de la lutte contre le terrorisme, la Constitution qatarienne prévoit de nombreuses garanties des droits de l'homme et respecte

les conventions internationales relatives aux droits de l'homme et le droit international humanitaire.

Pour terminer, je voudrais remercier tous ceux qui ont pris part au présent examen, qui je l'espère, sera couronné de succès.

M. Masood Khan (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous condamnons l'enlèvement du consul turc et de plusieurs autres membres du personnel diplomatique turc en Iraq. Nous voudrions exprimer toute notre sympathie et notre solidarité au peuple et au Gouvernement turcs.

Je vais donner lecture d'une version abrégée de ma déclaration, qui sera publiée dans son intégralité sur le portail de la plateforme d'écopublication PaperSmart.

Nous saluons les efforts consentis par l'Ambassadeur Halit Çevik, de la Turquie, pour faciliter et orienter les consultations en vue de l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (résolution 60/288). Le projet de résolution qui a été présenté (A/68/L.50) est le fruit de ses efforts et de la volonté des États de parvenir à un consensus. Nous rendons également hommage au Vice-Secrétaire général, M. Jan Eliasson, pour son leadership sur cette question.

La délégation pakistanaise s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Égypte au nom de l'Organisation de la coopération islamique (voir A/68/PV.94).

Le fléau du terrorisme continue de faire peser une menace sur le monde. Par conséquent, notre travail pour l'endiguer est loin d'être terminé. La stratégie révisée et mise à jour reflète notre détermination collective à mettre en œuvre les recommandations que nous avons formulées dans quatre domaines essentiels. Nous devons intensifier nos efforts pour éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme, prévenir et combattre le terrorisme, renforcer les capacités et garantir le respect des droits de l'homme dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Nous nous félicitons des nouveaux éléments incorporés dans le projet de résolution, notamment le fait que les États doivent veiller à ce que toute utilisation d'aéronefs pilotés à distance – connus sous le nom de drones armés –, soit compatible avec les obligations qui leur incombent au titre de la Charte des Nations Unies, du droit international et du droit international humanitaire, et en particulier les principes de distinction et de proportionnalité. Parmi ces nouveaux éléments

figurent également la protection du droit au respect de la vie privée dans le contexte des communications numériques et les défis posés par l'utilisation des technologies de communication par des terroristes et des extrémistes agissant seuls, les « loups solitaires » comme on les appelle. Nous sommes satisfaits que la question importante des drones armés figure dans la Stratégie pour la première fois.

Le défi complexe que représente le terrorisme résiste aux solutions simplistes et appelle une approche globale. Des efforts fragmentaires ne permettront pas de venir à bout de ce fléau. De même, une démarche unidimensionnelle axée exclusivement sur les mesures opérationnelles ou politiques ne permettra pas d'obtenir les résultats escomptés.

Au Pakistan, nous avons adopté une approche globale. C'est pourquoi nous dissuadons les terroristes principalement par des moyens militaires. Nous avons également alloué des ressources pour le développement des zones étés touchées par des actes terroristes. Nous avons aussi poursuivi le dialogue afin d'arrêter le carnage et d'instaurer la stabilité, après avoir indiqué clairement à nos interlocuteurs qu'il ne faut pas considérer le dialogue comme un signe de faiblesse ou d'apaisement.

Ces 12 dernières années, le Pakistan a fait des sacrifices énormes en sang versé et en ressources. Nous avons perdu plus de 49 000 vies précieuses, des hommes, des femmes et des enfants, dont plus de 9 000 membres des forces de défense et de sécurité. Notre infrastructure sociale et physique a subi un préjudice colossal et notre économie n'a pas pu développer tout son potentiel. Le Pakistan a déployé plus de 158 000 soldats le long de sa frontière avec l'Afghanistan. Nous avons mis en place 1 707 postes frontaliers pour intercepter les agents d'Al-Qaïda et des Taliban. Le Pakistan est déterminé à intensifier la coopération internationale dans les domaines de la sécurité, et de la police, ainsi que sur les aspects financiers et autres de la campagne menée actuellement pour prévenir et combattre le terrorisme. Notre gouvernement a condamné les récentes attaques de drones dans le Waziristan-Nord, lesquelles constituent une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Pakistan. Ces frappes ont un impact négatif sur les efforts déployés par le Gouvernement pour instaurer la paix et la stabilité au Pakistan et dans la région.

Nous remercions les États Membres ici présents et le Secrétaire général d'avoir condamné les attaques

terroristes ignobles commises à Karachi et au Baloutchistan. La main étrangère qui dirige et guide de telles attaques doit également être mise au jour afin que l'on puisse perturber, affaiblir et démanteler les réseaux terroristes qui ciblent les installations et les civils pakistanais.

Le terrorisme est indéfendable. Il a été condamné et dénoncé par l'ONU, les parlements et les gouvernements et les citoyens du monde. Aucune organisation ni entité n'a entériné la philosophie déformée et tordue des terroristes et leurs tactiques et actes meurtriers. Tuer des civils innocents, ce n'est pas une doctrine. C'est un crime, purement et simplement. C'est pourquoi il ne faut pas sublimer le terrorisme en l'associant à une religion, une nationalité, une race ou une ethnie.

Le narratif des terroristes lui aussi est indéfendable. Premièrement, ce n'est pas un narratif monolithique ou uniforme. Deuxièmement, les terroristes incitent à la haine pour justifier leurs actes. Leur *modus operandi* consiste à cibler des civils, des entreprises et les institutions de l'État pour semer la terreur. Dans différentes parties du monde, ils propagent différentes histoires après avoir commis des crimes odieux.

Pour dévaluer les narratifs criminels des terroristes, nous devons faire notre propre récit – le récit de notre civilisation mondiale, avec sa mosaïque riche et diversifiée, le récit central. Le narratif des terroristes devrait être le contre-récit; pas le nôtre. Dans ce contexte, il ne devrait y avoir aucune impunité pour les actes de terrorisme; la criminalité des actes de terrorisme doit être mise en évidence dans son intégralité; les théories de l'extrémisme violent dans n'importe quelle partie du monde doivent être démystifiées afin de nier toute place aux promoteurs du terrorisme et à ses conspirateurs; l'éducation et les médias doivent devenir un outil puissant servant à chasser les ténèbres où prospèrent le terrorisme et l'extrémisme violent; et enfin, les histoires déchirantes des victimes et des survivants doivent servir à faire connaître les atrocités commises par les terroristes.

Le Pakistan réaffirme sa volonté de renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme. Pour atteindre cet objectif, le Pakistan est favorable à l'application rigoureuse d'une approche globale et d'une stratégie cohérente afin de s'attaquer aux causes profondes du terrorisme, y compris les conflits non

réglés, les injustices politiques et économiques et la marginalisation et l'aliénation.

M. Dhanapala (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Ma délégation est heureuse de participer au quatrième examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. L'adoption, au travers d'un processus de négociations, du projet de résolution A/68/L.50 réaffirme l'attachement des États Membres à la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation. Nous félicitons la délégation turque d'avoir facilité avec succès les négociations sur ce projet de résolution.

Le terrorisme reste un fléau tenace qui s'attaque avec brutalité aux innocents et engendre un chaos généralisé. Il ne se passe pas un jour sans que nos écrans de télévision ne nous montrent des cadavres, des membres cassés et des parents en pleurs. Nos plus sincères condoléances vont aux victimes des récentes attaques terroristes commises à Karachi (Pakistan), en Iraq et ailleurs.

Sri Lanka réaffirme son ferme attachement à la Stratégie antiterroriste mondiale. Sri Lanka est partie à 13 conventions multilatérales sur la lutte contre le terrorisme et aux instruments de l'Association sud-asiatique de coopération régionale sur l'entraide judiciaire en matière pénale. Nous soutenons la coordination des efforts déployés au sein du système des Nations Unies pour lutter contre le terrorisme, dont l'objectif est de mettre fin à différents aspects du terrorisme, y compris la collecte de fonds, les activités internationales connexes de la criminalité organisée, la propagation de l'idéologie terroriste et le recrutement de nouveaux membres. Nous apprécions l'organisation par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme de plusieurs ateliers en Asie du Sud sur la lutte contre le terrorisme et le renforcement de la justice pénale à l'intention des policiers, des juges et des procureurs.

Il importe également que nous achevions nos négociations sur la convention générale sur le terrorisme. Nous prenons note des débats qui ont eu lieu depuis l'adoption de la résolution 51/210 en 1996 et espérons qu'ils parviendront de toute urgence à une heureuse conclusion.

Les défis qui nous attendent, dans le cadre de notre action collective contre le terrorisme, sont désormais plus vastes et plus diversifiés que jamais auparavant. Les terroristes opèrent sur la base d'un programme amoral et sans frontières englobant tous les aspects de la technologie moderne, ce qui leur permet de mettre

les civils en danger. À Sri Lanka, nous avons enfin pu éradiquer la menace terroriste qui pesait sur notre pays depuis plus de 30 ans. Aujourd'hui, nous progressons rapidement sur la voie d'un retour à la normale. Notre succès n'a pas été facile. Il s'est fait au prix de milliers de vies du personnel militaire.

La communauté internationale doit, ensemble, instituer une politique ferme sur la collecte de fonds et le recrutement afin de prévenir la propagation du terrorisme. C'est faire fausse route que d'aider d'anciens sympathisants terroristes qui ont, par opportunisme, adopté une apparence plus douce sans dénoncer complètement la violence. À Sri Lanka, nous faisons tout notre possible pour veiller à ce que le terrorisme soit privé à jamais de sa capacité de refaire surface et de menacer notre peuple. La stabilité politique est primordiale à l'intérieur de Sri Lanka et à cet égard, nous avons réalisé d'immenses progrès. Nous avons également cherché à partager nos expériences avec notre région et avec d'autres pays dans le cadre de nombreux séminaires sur la défense et d'échanges bilatéraux.

Nous avons également fait d'énormes progrès en matière de reconstruction, de réinstallation, de réhabilitation, de réinsertion et de réconciliation.

Quelques années seulement après la fin du conflit, une enquête menée par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en 2013 a conclu que Sri Lanka avait réalisé des progrès remarquables en termes d'assistance aux personnes déplacées, et ce, dans les huit domaines énoncés dans le cadre conceptuel du HCR sur les solutions pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Sri Lanka a réussi à réinstaller près de 300 000 personnes déplacées, à réunir des milliers de familles, à reconstruire des villes et des villages, à remettre les routes en état, à rétablir l'électricité et à relancer l'économie dans les zones qui avaient été touchées par le conflit. Le Gouvernement a par ailleurs investi massivement dans l'éducation et les soins de santé. Le déminage quasi total des terres agricoles et des villages a permis à la population de ces régions de retrouver des moyens de subsistance.

Selon le premier pilier de la Stratégie antiterroriste mondiale, la propagation du terrorisme peut être imputée à un grand nombre de raisons, telles que les différences culturelles et socioéconomiques, un conflit prolongé, la discrimination, la marginalisation et les violations des droits de l'homme. Sri Lanka a déjà réglé ou est sur le point de régler un grand nombre des préoccupations soulevées à cet égard. Pendant longtemps, les personnes

qui vivaient dans les zones contrôlées par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul ont été privées de démocratie et de liberté. Au fil des années qui ont suivi le conflit, plusieurs mesures ont été prises pour réintégrer ces régions dans le processus démocratique, que le reste du pays considère comme allant de soi.

Il est également capital de régler l'un des grands problèmes comptant parmi les conditions propices à la propagation du terrorisme, à savoir l'inégalité socioéconomique. C'est l'un des plus grands défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Il est primordial que certains groupes de la société ne se sentent pas marginalisés du fait de leur lieu de résidence ou des débouchés auxquels ils ont accès. Le Gouvernement sri-lankais n'a cessé de promouvoir le tourisme et d'investir dans ce secteur, et d'encourager les investissements étrangers directs, le développement industriel et la valorisation du secteur agricole, qui est l'une des principales sources de revenus pour les régions rurales.

Pendant les années de conflit, certaines régions du pays étaient contrôlées par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul. Immédiatement après le conflit, les militaires ont dû, dans une certaine mesure, prêter main-forte à la police afin d'assurer le maintien de l'ordre. L'armée a depuis renoncé à son rôle d'organe de répression et a totalement cédé le contrôle à la police, aux institutions publiques locales et à des groupes civils. Ce désengagement des forces armées est une étape cruciale dans le retour à la normale, auquel Sri Lanka s'emploie sans relâche. Dans toutes les régions du pays, il y a désormais une gouvernance efficace et durable.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur cette question pour la présente séance.

Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent exercer leur droit de réponse. Je rappelle aux membres que les déclarations au titre du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Gharibi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Ma délégation fera demain une déclaration sur la question à l'ordre du jour. Je voudrais dans l'immédiat exercer mon droit de réponse.

L'Assemblée a entendu aujourd'hui le représentant de l'un des grands parrains du terrorisme d'État, à savoir la puissance qui occupe le territoire palestinien, faire plusieurs remarques fallacieuses et inadmissibles à l'encontre de mon pays, reprenant les mêmes remarques infondées qu'il avait formulées il y a deux ans au cours du débat sur ce point de l'ordre du jour (voir A/66/PV.119).

Il est vrai que nous ne devrions pas être surpris de voir le représentant d'un régime terroriste, bien connu depuis qu'il a vu le jour en toute illégalité, accuser une nation qui a perdu plus de 17 000 de ses ressortissants au cours des 35 dernières années. Un grand nombre de ces personnes ont été victimes d'attentats terroristes odieux directement financés par des entités de ce régime. Le sauvage assassinat de plusieurs scientifiques iraniens spécialisés dans le nucléaire, tués sous les yeux terrifiés des membres de leurs familles, en est un exemple bien connu.

Selon nous, il ne fait aucun doute qu'Israël est responsable d'actes d'agression, d'occupation et du meurtre de civils, y compris des femmes et des enfants, ainsi que de crimes de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres actes criminels, et d'avoir forcé des millions de Palestiniens à se réfugier loin de leur terre natale. Son réseau de terrorisme d'État a déjà à son actif une longue liste d'opérations meurtrières à travers le monde, et menace toujours de faire de nouvelles victimes.

Il est fort regrettable et paradoxal qu'au sein de cet organe nous devions donner la parole à ceux qui sont derrière les pires attentats terroristes de notre temps, à ceux qui approuvent de fait la terreur et la violence. Ils ont déjà utilisé toutes sortes de techniques terroristes contre les Palestiniens sans défense, et s'en sont pris aux ressortissants d'autres États souverains de la région. Mais, en réalité, être accusé par un régime aussi notoire ne porte pas à conséquence. Nous estimons que la déclaration d'aujourd'hui n'est qu'une simple tactique visant pour détourner l'attention des activités illégales et criminelles que son réseau terroriste ne cesse de commettre. Or, la communauté internationale ne saurait se laisser abuser aussi facilement.

M. Heumann (Israël) (*parle en anglais*) : Je voudrais répondre aux commentaires que vient de faire le représentant iranien.

Il est ironique de l'entendre parler de terrorisme alors qu'en fait, l'Iran est aujourd'hui le premier parrain du terrorisme. L'Iran aide les terroristes à planifier et

à commettre des attentats, de Bangkok à Burgas et de New Delhi à Nairobi. Le terrorisme iranien a fait des milliers de victimes, et il n'est un secret pour personne que le régime iranien est à l'origine de nombre de ces barbares attentats.

Le régime iranien utilise le terrorisme comme un outil de plus pour mettre en oeuvre sa politique étrangère et déstabiliser la région du Moyen-Orient. Si

l'Iran veut vraiment prendre part à un véritable débat sur la lutte contre le terrorisme, il doit commencer par se regarder en face et mettre un terme aux innombrables violations du droit international qu'il commet tous les jours, au lieu de lancer des accusations sans fondement contre mon pays, comme nous venons de l'entendre.

La séance est levée à 18 h 15.